

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

LE
CORPORATISME ESPAGNOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE JEUDI 4 DÉCEMBRE 1941, à 15 heures 45

PAR

JACQUES LE MONNYER

Avocat à la Cour

JURY D'EXAMEN

MM. SAINT-GERMÈS, *Professeur, Président de la Thèse.*

LAMPUË, *Professeur* } *Suffragants.*
VILLEY, *Agrégé*

CAEN

IMPRIMERIE CAENNAISE, 16, RUE FROIDE

1941

LE
CORPORATISME ESPAGNOL

A LA MÉMOIRE
DE MON PÈRE
LE DOCTEUR LE MONNYER

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

LE
CORPORATISME ESPAGNOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

Dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

LE JEUDI 4 DÉCEMBRE 1941, à 15 heures 45

PAR

JACQUES LE MONNYER

Avocat à la Cour

JURY D'EXAMEN

MM. SAINT-GERMES, *Professeur, Président de la Thèse.*

LAMPUE, *Professeur*
VILLEY, *Agrégé* } *Suffragants.*

CAEN

IMPRIMERIE CAENNAISE, 16, RUE FROIDE

1941

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

Année Scolaire 1941-1942

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. 0)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. 0)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. 0)

DEGOIS (I. 0)

BRIDREY (*, I. 0)

Professeurs :

MM. NÉZARD (*, I. 0), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (*, I. 0), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRUNET (*, I. 0), professeur sans chaire, Député ;

LEPARGNEUR (*, I. 0), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime ;

LEMONNIER (I. 0), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;

PERREAU (*, I. 0, 1), professeur de Droit criminel, chargé d'un Cours de Droit civil (Capacité) ;

LAMPUÉ (I. 0), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel, chargé d'un Cours de Droit administratif (Doctorat) ;

YVER (1, 0), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (*, 1, 0), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution, en congé ;

FRÉVILLE (0), professeur de Droit civil, chargé d'un Cours de Droit Civil approfondi et comparé et d'un Cours de Droit Civil (Capacité) ;

BESNIER (1, 0), professeur de Droit Romain ;

LEBUC, professeur d'Economie Politique, en mission ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie Politique ;

FOURGEAUD (*), professeur, chargé du Cours de Législation minière ;

VILLEY-DESMESERETS, agrégé, chargé d'un Cours d'Economie politique et du Cours de Législation financière ;

N..., chargé des Cours de Procédure Civile et de Voies d'exécution.

Secrétaire :

M. Roux (*, I. 0, 1, 1), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. SAINT-GERMÈS, *Professeur, Président de la Thèse.*

LAMPUË, *Professeur* } *Suffragants.*
VILLEY, *Agrégé* }

INTRODUCTION

L'Espagne, encore toute frémissante de la récente guerre civile, a dû faire face, pour sa reconstruction, à des difficultés que certains auraient pu croire insurmontables. En période normale de paix et de prospérité, et avec l'aide des pays voisins, il lui eût fallu des années pour retrouver l'équilibre rompu : Que dire aujourd'hui, où elle ne peut et ne doit compter que sur elle seule... Il lui faut vivre repliée sur elle-même et résoudre, sans l'aide de qui que ce soit, le problème crucial de subsistance de sa population. Peut-être ses produits miniers, indispensables à certaines industries de guerre, lui permettront-ils d'obtenir, en contre-partie, quelques avantages matériels. C'est tout ce qu'elle peut légitimement espérer, du moins pour l'instant.

Dans ces conditions, force a été au législateur espagnol de s'orienter vers une organisation corporative, d'une nature toute spéciale et adaptée aux circonstances qui obligent l'Etat à avoir un contrôle direct sur l'ensemble de l'économie du pays. Il ne lui a pas été possible de créer ou de susciter des corps professionnels vivant d'une vie propre et indépendante. Sans doute, lorsque la paix et la stabilité renaîtront un jour en Europe, lui sera-t-il possible de desserrer son étreinte...

CHAPITRE PREMIER

BASES DE L'ÉTAT ESPAGNOL

Evitant les recherches qui ont pour but de déterminer si l'Etat de Droit est, par essence et par origine, un concept nécessairement libéral et, par suite, une antithèse de l'état totalitaire, lequel a comme base une conception nouvelle de tout ce qui peut s'appeler « juridique », il est néanmoins possible d'affirmer que tout ordre juridique implique toujours, à l'inverse, un ordre d'Etat.

Cette compénétration — pour ne pas dire identification — de l'Etat et du Droit comporte par conséquent, en toute constitution d'un nouvel Etat, l'implantation d'un nouveau Droit. Ce droit va s'amalgamant peu à peu avec le droit antérieur dans le Bulletin Officiel de l'Etat Espagnol, pour aboutir à des textes fondamentaux qui se nomment : la Charte du travail et la Loi de base de l'organisation syndicale.

Nécessairement, c'est le Droit Public qui a eu à souffrir les transformations les plus profondes de cette rénovation juridique. Sans remonter aux controverses doctrinales qui, avec le juriste espagnol Castan (en son ouvrage intitulé : Vers un nouveau droit civil), considéraient le droit du travail comme étant d'un type *sui generis*, intermédiaire entre le Droit Privé et le Droit

Public, on constate que la Charte du Travail incorpore ce Droit au Droit Public, avec la conception totalitaire socialo-économique de la fonction Travail considérée comme fonction publique.

Abstraction faite de ces querelles doctrinales, une grande idée — dont le triomphe constitue la véritable révolution spirituelle du xx^e siècle — se dessine, à savoir : l'importance primordiale du travail pour l'individu et pour la société, avec son corollaire : le Droit au Travail et le Devoir pour chacun de travailler. Maintes fois affirmée au cours du xix^e siècle, c'est seulement dans ces dernières années que cette idée trouve sa réalisation pratique. C'est sous cet angle qu'il faut envisager la reconstruction actuelle de l'Espagne.

La Charte du Travail pose en principe que « le *Droit* de travailler est la conséquence du *Devoir* imposé à l'homme par Dieu pour atteindre ses fins individuelles ainsi que la prospérité et la grandeur de la patrie ». Même affirmation dans le programme dit « des 26 Points » de la doctrine phalangiste : « Tous les Espagnols ont droit au travail... Tous les Espagnols non empêchés ont le devoir de travailler. Dans l'Etat National Syndicaliste, on n'accordera pas la moindre considération à ceux qui n'accomplissent aucune fonction et aspirent à vivre comme des invités, à côté de l'effort des autres ».

Cet effort s'exercera dans le cadre national. Selon le concept moderne corporatif, en effet, la nation est considérée comme une collectivité de travailleurs. « Nous concevons l'Espagne comme un gigantesque *syndicat de producteurs* » : telle est la définition de la Nation selon la doctrine corporative, définition qu'il convient d'expliquer brièvement :

— *Syndicat* : donc communauté de buts et d'intérêts entre les individus exerçant une même profession,

— *Producteurs de biens ou de services* : ce terme englobe tous ceux qui, directement ou indirectement, contribuent à accroître le patrimoine national.

Et comme nous venons de voir que, par suite de l'obligation au travail, tout individu doit être *Producteur*, il en résulte que tout individu, qu'il le veuille ou non, devra, sinon, faire partie de ce syndicat de producteurs, du moins se soumettre aux normes édictées.

L'Etat moderne, en effet, ressemble de plus en plus à un mécanisme compliqué, et il importe qu'aucun des rouages ne soit soustrait à la volonté supérieure qui en règle la marche. Cette conception quelque peu matérialiste nous éloigne, certes, de la formule libérale classique selon laquelle l'individu est placé au centre du système, alors que, dans la formule nouvelle, il n'est plus qu'un élément qui contribue à la bonne marche de l'ensemble.

L'idée nouvelle de « l'Etat National » n'est plus liée ni à la théorie de la majorité, ni aux garanties individuelles des droits de chaque membre considéré isolément. Les gouvernants n'ont aucune obligation à l'égard des gouvernés ; au nom de l'Etat on peut introduire n'importe quelle limitation des libertés individuelles, appliquer les mesures les plus rigoureuses dans l'intérêt supérieur de la collectivité.

Et qui sera l'interprète de cet intérêt supérieur ? C'est le « *Parti* » et le Parti seul qui agit au nom de cette collectivité.

D'où le nouveau principe constitutionnel qui s'est introduit, non seulement en Espagne, mais dans tous les pays de structure analogue, à savoir : *identité de l'Etat et du Parti* et pouvoir illimité de ce dernier. Toute la suite de cette étude démontrera clairement comment ce principe a été appliqué d'une façon rigoureuse.

Sans doute, l'organisation constitutionnelle de l'Es-

pagne nouvelle n'a été fixée dans aucun texte législatif d'ensemble, l'unique source du Droit consistant en décrets individuels rendus par le « *Caudillo* ». Néanmoins il est possible d'en dessiner un court schéma.

Au sommet de l'édifice constitutionnel (et politique) se trouve placé le chef de l'Etat : le *Caudillo* ; à la base : le *Parti*. Le chef de l'Etat est assisté du Conseil des ministres et en outre de deux autres organes :

- Le Conseil National de la Phalange.
- Le Conseil Politique.

Simplement consultatifs ils ont les attributions les plus étendues et peuvent délibérer sur les problèmes les plus divers qui leur sont soumis par le *Caudillo*. Ces Conseils sont réunis sur sa seule convocation ; il en nomme et révoque les membres à son gré ; ils ne sont donc qu'un reflet du pouvoir du chef de l'Etat et ne détiennent aucune initiative propre.

Le Parti se décompose en deux organes nettement distincts : la Phalange Espagnole Traditionaliste d'une part, les J. O. N. S. (Jeunesses Offensives Nationales Syndicalistes) d'autre part.

La Phalange Espagnole Traditionaliste, ayant à sa tête le colonel MOSCARDO, constitue le pilier du régime. C'est une milice de caractère essentiellement politique. Les J. O. N. S., dirigées par SALVADOR MÉRINO représentent le côté social du parti, ayant droit de regard sur l'ensemble de l'organisation syndicale par l'intermédiaire de la Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange qui en émane. C'est à elle que revient le soin d'élaborer la doctrine du régime ; c'est elle qui a inspiré l'organisation syndicale et corporative telle qu'elle résulte de la loi du 6 décembre 1940 ; c'est elle enfin qui contrôlera et dirigera les réalisations, dans le domaine pratique, des principes posés par la loi précitée.

Du fait que les membres dirigeants des syndicats doivent être obligatoirement choisis parmi les membres

soit de la Phalange Traditionaliste, soit des J. O. N. S., il est aisé de se rendre compte du rôle important joué par ces deux organes dans l'ensemble de l'économie espagnole.

Dans ce cadre essentiellement politique, il convient de le souligner, s'est élaborée la doctrine corporative espagnole, qui considère la société, du point de vue économique, comme une communauté productrice dont les membres, loin d'avoir des intérêts opposés qui les poussent à d'inévitables luttes de classe, sont unis par une finalité commune : la satisfaction des nécessités de tous, selon les possibilités de chacun.

Mais c'est l'Etat qui est l'inspirateur de cet ordre juridique, des modifications que les circonstances exigent dans sa structure :

Dans la Charte du Travail, il a aboli les anciennes notions de propriété privée et de capital au sens libéral, les considérant toujours comme éléments fondamentaux de la production, mais les plaçant au service des intérêts de la communauté nationale.

Dans la loi du 6 décembre 1940, il a posé les bases de l'organisation professionnelle.

Nous sommes donc bien en présence d'un Corporatisme d'Etat, analogue à celui déjà existant en Italie et, dans une certaine mesure, en Allemagne. Ces corporations ne sont pas des formations économiques spontanées mais bien plutôt des organes administratifs ; leurs membres dirigeants sont des fonctionnaires n'ayant aucun caractère économique indépendant.

En raison de ce caractère étatique, en raison de ce que le « POLITIQUE » prime l' « ECONOMIQUE » est-il possible de donner à l'Etat Espagnol le titre d' « Etat Corporatif » au sens propre du mot ? C'est ce que révélera la suite de cette étude.

CHAPITRE II

LE CORPORATISME ESPAGNOL A TRAVERS LES AGES

§ 1^{er}. — LE CORPORATISME MÉDIÉVAL EN ESPAGNE

Avant d'aboutir à la loi du 6 décembre 1940, de nombreuses étapes ont marqué le chemin parcouru à travers les âges par le corporatisme espagnol. De tout temps, les hommes exerçant un métier ont cherché à se réunir, à se grouper pour organiser l'exercice de leur profession et défendre leurs intérêts. Ces groupements de métiers ont existé dans les civilisations les plus reculées : en Egypte, en Grèce, à Rome. Sans remonter aux « Collégia » de l'époque romaine — car en Espagne les traditions romaines disparurent sous le flot des invasions arabes — le point de départ est constitué dans ce pays par les confréries ou fraternités (Hermanadès), de caractère spécifiquement espagnol et auxquelles le législateur moderne a insufflé une vie nouvelle.

On sait universellement qu'en Espagne, il a existé une très importante organisation grémiale dès le xvi^e siècle et il n'est pas inutile de rappeler que, dans son acception académique, le terme « grémio » désigne la réunion des marchands, artisans, travailleurs et autres personnes qui ont un même métier et dans l'exercice duquel ils sont assujettis à certaines ordonnances.

La plus ancienne manifestation grémiale fut la confrérie ou fraternité, fondée dans un but essentiellement religieux et de bienfaisance ; mais étant donné que le métier est un terrain commun sur lequel se trouvent rassemblés, par la force des choses, tous ceux qui l'exercent, les associations professionnelles s'étendirent et se fortifièrent de plus en plus. La preuve en est de la manière dont les corporations d'artisans parvinrent à élire leurs représentants dans les conseils municipaux et à exercer une juridiction dans les affaires qui les intéressaient (réglementation de la production, de la fabrication et de la vente).

Le mouvement grémial se développa pendant tout le Moyen âge, atteignant une influence sociale très importante et jouissant d'avantages et de prérogatives de toutes sortes qui incitaient tous les métiers à s'organiser corporativement.

ALTAMIRA décrit cette structure générale dans les termes suivants : les industriels s'organisaient de toutes parts en grémios ou corporations qui constituaient de véritables personnes morales avec leur maison commune, leur caisse, leur sceau, leur bannière et leur patron religieux, d'une manière analogue à celle des anciens « collégia » romains.

Ils se créèrent et se développèrent à l'ombre des Municipales et furent favorisés par les libertés et les privilèges de ceux-ci. Mais déjà au XIII^e siècle, ayant augmenté en nombre et en importance, ils réclamèrent au Roi, pour eux-mêmes, des honneurs et des franchises spéciales, formant, dès cette époque, des corps sociaux qui avaient une place importante dans la vie municipale.

C'est seulement lorsque les grémios, issus des nécessités locales, furent universellement répandus et reconnus qu'ils firent l'objet d'ordonnances issues du Pouvoir Central, lequel en arrêta la structure une fois pour toutes : ce fut l'objet des « *ordonnances grémiales* »

en vertu desquelles, dans chaque corporation, on distinguait désormais : apprentis, compagnons (parfois dénommés artisans ou ouvriers) et maîtres. L'apprentissage durait plus ou moins d'années selon les cas et, généralement, on payait quelque chose au maître.

Les compagnons vivaient avec celui-ci comme s'ils étaient membres de sa famille et, quoi qu'ils reçussent un salaire assez bas (parce que le développement industriel ne permettait pas mieux), ils avaient des garanties matérielles : nourriture et logement, ce qui était possible à une époque où on n'avait pas encore inventé les machines qui accumulent dans une entreprise des centaines et des milliers d'ouvriers.

Le compagnon pouvait devenir maître à la suite d'un examen et s'établir à son compte. On exigeait de l'ouvrier qu'il eût bonne vie et mœurs et chaque corporation nommait une sorte d'inspecteur appelé « alcade » pour surveiller les ateliers et les magasins, interdire la vente de produits de mauvaise qualité, résoudre les différends entre les membres du métier et défendre leurs intérêts auprès des Pouvoirs Publics et autres corps constitués.

Les corporations médiévales avaient des points communs avec les syndicats modernes tels qu'ils sont conçus dans la loi du 6 décembre 1940 ; mais, bien que d'inspiration identique, complètement étrangère au syndicat fondé sur la lutte des classes, il y a, entre les uns et les autres, de profondes différences :

Les corporations du Moyen âge constituaient des personnes juridiques reconnues par les municipalités. Elles offraient deux caractéristiques particulières : en premier lieu, une tendance au monopole dans le sens d'une défense des intérêts des membres de la corporation, non pas tant à l'égard d'autres catégories économiques qu'à l'encontre d'autres maîtres, cherchant à empêcher ceux qui ne feraient pas partie de l'associa-

tion, d'exercer leur métier. En second lieu elles faisaient preuve d'une certaine tendance égalitaire, exerçant un effort constant pour éviter que les membres admis dans la corporation ne s'enrichissent exagérément. A cet effet, elles limitaient l'accroissement des entreprises et le profit des maîtres, en déterminant le maximum d'ouvriers et d'apprentis que ceux-ci pouvaient avoir à leur service.

En outre, les anciennes corporations fonctionnaient dans l'intérêt du producteur seul ; elles vivaient en dehors de l'Etat, et avaient un cadre restreint : la cité.

Les nouvelles corporations, au contraire, fonctionnent dans le cadre National ; la tutelle de l'Etat réalise la discipline de la production et sauvegarde (au moins en principe) l'intérêt des consommateurs qui restent toujours, même dans le régime corporatif, une masse inorganisée.

Mais le trait fondamental qui rapproche les anciennes corporations du syndicat moderne est l'union, entre celui qui donne le salaire (patron) et celui qui le reçoit (artisan ou apprenti), dans un seul organisme dont le but très net était la défense du producteur à l'égard de la municipalité d'abord et du consommateur ensuite.

Au xvi^e siècle, l'influence de la Renaissance et des nouvelles idées eut sa répercussion sur les corporations de métiers auxquelles il manquait le stimulant de l'intérêt général, puisqu'elles agissaient d'après des intérêts, non pas de classe, mais de métier. A travers les siècles se dégagait ainsi de plus en plus clairement cet égoïsme du producteur qui, se servant de l'influence corporative, rendait de plus en plus difficile le passage des artisans à la maîtrise et l'exercice du métier à des personnes étrangères à la corporation : ceci pour éviter une redoutable concurrence qui aurait déséquilibré la production et fait baisser le prix des produits.

Mais, d'un autre côté, les aspirations plus ou moins

révolutionnaires répandues dans tous les pays par la Réforme, même dans ceux où elle ne put pénétrer vraiment, commençaient à susciter des différends entre ouvriers et patrons au sein de la corporation, différends causés par la limitation du nombre des travailleurs qui avaient le droit d'exercer le métier et d'accéder à la maîtrise, ce qui incitait ceux-ci à faire cause commune contre le maître.

Avec la suppression des libertés décrétée par PHILIPPE V qui cherchait à fortifier l'Etat contre les corps sociaux dotés de privilèges et de droits très importants, l'organisation corporative reçut un coup très dur. Et bientôt l'influence des économistes français se fit sentir en Espagne ; toute une pléiade d'écrivains et d'hommes politiques, parmi lesquels : FERANDA, LARRUGA, JOVELLANOS, luttait pour la suppression des corporations.

L'Edit de TURGOT, puis la loi Le Chapelier, eurent une répercussion en Espagne. Quatre « Cédulas » royales datant respectivement de 1770, 1777, 1779 et 1798, vinrent limiter chaque fois davantage les attributions des corporations et réduisirent la sphère de leur compétence.

Le 8 juin 1813, un décret des « Cortès de Cadix » supprima les corporations, proclamant le droit pour tous les Espagnols d'exercer n'importe quelle industrie ou métier sans examen ni titre quelconque.

La réaction de 1814 laissa inopérante l'action des « Cortès de Cadix » et, par un ordre royal du 28 juin 1815, les ordonnances grémiales furent rétablies, mais les juntas de commerce et de finances furent chargées de les examiner pour annuler : « tout ce qui pouvait être préjudiciable au progrès des arts et métiers, tout ce qui pouvait conférer un monopole à la Corporation et tout ce qui pouvait empêcher la juste liberté qui appartient à tous d'exercer une activité ». Désormais, la qualité

des produits offerts à la consommation suffisait à prouver les connaissances du producteur et ainsi fut décrétée la suppression des examens au sein de la corporation. Cette modification au régime des « Cortès de Cadix » ne fit que prolonger l'agonie des anciennes corporations pour lesquelles avait sonné dans l'histoire l'heure de la disparition.

Le décret royal du 20 janvier 1834 décida que toutes les ordonnances, statuts ou règlements particuliers à chaque branche de l'industrie, qui étaient en vigueur à l'époque, ou qui seraient édictées par la suite, devraient se conformer aux bases établies par ce décret pour mériter l'approbation royale. Les associations grémiales, quelle que fût leur dénomination ou leur objet, ne jouissaient plus de droits privilégiés, ne pouvaient monopoliser le travail en faveur d'un nombre déterminé d'individus, ni adopter des dispositions contraires à la liberté de fabrication, à la circulation des produits à l'intérieur du royaume, ou à « la concurrence illimitée du travail et des capitaux ».

Peu après, la loi du 6 décembre 1836 rétablit purement et simplement le décret des Cortès de Cadix : les corporations grémiales étant définitivement supprimées et la liberté d'établir des entreprises, d'exercer un métier sans examen ni titre ni incorporation obligatoire dans un corps déterminé, étant désormais reconnue.

§ 2. — LA RENAISSANCE DU CORPORATISME ESPAGNOL

L'Espagne, qui avait été un des derniers pays à abolir le régime corporatif, sera un des premiers à renouer avec les traditions rompues ; moins d'un siècle s'est écoulé entre la loi précitée du 6 décembre 1836, supprimant les corporations et le décret du 26 novembre 1926 qui les rétablit dans leur forme moderne.

A mesure que le marché s'étendait à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, il devenait de plus en plus difficile d'adapter l'offre à la demande : contre cette incertitude économique se constituaient les cartels et trusts patronaux (au sens large du mot) en face desquels se dressaient les fédérations de syndicats ouvriers. En présence de cette crise latente, l'Espagne s'engagea délibérément dans la voie tracée par l'Italie fasciste. Ce fut au général PRIMO DE RIVERA qu'incomba la tâche d'organiser, avec un sens réaliste, une base corporative en partant des syndicats déjà existants : c'est avec leur concours qu'il organisa corporativement l'Etat espagnol.

Des adeptes du socialisme collaborèrent à cette œuvre ; la dictature espagnole put ainsi s'appuyer sur la liberté syndicale pour en faire la charnière de son organisation corporative, à la différence de l'Italie qui avait édifié la sienne en partant de syndicats exclusivement fascistes. Cette différence essentielle fit que l'œuvre de PRIMO DE RIVERA fut accueillie chaleureusement au B. I. T. ; son directeur, Albert THOMAS, vint par trois fois en Espagne lui rendre un hommage approbateur.

Le décret du 26 novembre 1926 organisa l'ensemble du travail industriel à tous les degrés sur la base corporative, mais en laissant subsister les syndicats, réalisant ainsi une synthèse heureuse entre le syndicalisme (stricto sensu) et le corporatisme, celui-ci se superposant à celui-là. En vertu de ce décret furent créés vingt-sept groupes corporatifs, chacun possédant une représentation paritaire. Ces organismes paritaires, institutions de Droit Public, comportaient quatre échelons :

1°) à la base, les *Comités Paritaires*, groupant un même nombre de représentants patronaux et ouvriers qui, élus par les syndicats de leur classe, étaient placés sous la présidence d'une personne étrangère à la profession, désignée par le gouvernement. Ce président,

représentant direct du Pouvoir Public près des professions, était en quelque sorte une « sentinelle avancée de l'Etat » dans la sauvegarde des intérêts publics. Les comités paritaires élaboraient les contrats collectifs obligatoires dans les métiers de leur ressort, de telle sorte que les conditions de salaire, de durée du travail, acquirent une plus grande uniformité.

2°) au-dessus, les *Commissions Mixtes*, constituées dans chaque province par les Comités Paritaires des professions connexes, avaient à connaître de la complexité des intérêts professionnels en jeu, des rapports entre professions et entreprises de type analogue. Ces entités se composaient d'autant de Comités Paritaires que d'industries ou de branches groupées dans leur sein. Les contrats de travail qu'elles élaboraient n'étaient obligatoires qu'une fois approuvés par les représentants autorisés de tous les comités.

3°) les Comités Paritaires de chaque industrie éliaient les *Conseils Nationaux des Corporations*, édictant des règles générales obligatoires pour leurs membres, et constituant l'organe central et national de chaque corporation.

4°) au sommet : se trouvait placée la *Commission Déléguée des Conseils Nationaux*, agissant comme organe suprême corporatif et comme assistante du Ministre du Travail. Chaque conseil était représenté auprès de cette Commission déléguée qui jouait un rôle analogue à celui du Conseil Supérieur du Travail en France.

Tous ces organismes étaient de vrais législateurs dans les limites des métiers, promulguant des normes obligatoires pour patrons et ouvriers ; de plus, ils faisaient fonction de Magistrature du Travail : Dans le cas de renvoi de l'ouvrier, ils pouvaient imposer au patron la réintégration, rachetable par celui-ci, moyennant une indemnité adéquate.

Ils créaient des Bourses de Travail, tenaient à jour

les recensements professionnels des patrons et ouvriers de chaque industrie. Ces recensements devaient servir de base à la responsabilité ouvrière : il était possible, grâce à eux, de rayer des rôles de la profession celui qui aurait récidivé ou enfreint les bases Corporatives du Travail.

A côté des corporations industrielles se créèrent des corporations agricoles ; outre leur rôle social, les unes et les autres devaient tendre à diriger les relations économiques, à réglementer la production.

Le Gouvernement PRIMO DE RIVERA constitua près de 700 Comités Paritaires et Commissions Mixtes, représentant environ 1.000.000 d'ouvriers et 250.000 patrons. Les résultats de cette œuvre ne se firent pas attendre ; quelques chiffres en seront le plus éloquent témoignage :

1920 : 1.060 grèves.

1923 : (1^{re} année de la dictature) : 465.

1924 : 165.

1928 : 89.

1929 : 72, car le droit de grève (et le lock-out) subsistait.

Lors de l'avènement de la République, le 14 avril 1931, cette armature subsista, car le nouveau régime maintint presque intégralement en vigueur les lois sociales de la dictature, les Cortés Constituentes se les étant appropriées sans retouches appréciables. Seules les dénominations changèrent : dans la loi du 27 novembre 1931, les Comités Paritaires devinrent les Jurys Mixtes dont les présidents eurent toujours voix prépondérante pour départager patrons et ouvriers. Il semble toutefois que, dans les Jurys Mixtes, convertis en simples organes administratifs, s'est perdue l'orientation corporative vers laquelle s'acheminait l'Etat Espagnol et qui inspirait l'organisation mixte professionnelle. Le Président des Jurys Mixtes cessa d'être

un fonctionnaire pour se convertir en homme de confiance élu par les patrons et ouvriers de la profession. Mais le gouvernement ne cessa pas, pour autant, de contrôler les Jurys Mixtes qui furent placés sous l'étroite dépendance du Délégué Provincial du Travail, nommé par le Ministre du Travail.

L'année suivante, une loi du 8 avril 1932 dite « loi sur les associations », régla les associations de Patrons et d'Ouvriers de telle manière qu'on ne put admettre d'ouvriers dans les associations patronales et vice-versa. Ainsi fut empêchée la constitution des Syndicats Mixtes et l'œuvre de PRIMO DE RIVERA réduite à néant : les grands Syndicats de l'U. G. T. et de la C. N. T. vécurent hostiles, séparés par des différences radicales de programme.

Au milieu de ces controverses, des voix s'élevèrent, réclamant le retour de l'Espagne vers ses traditions corporatives. Parmi celles-ci, une des plus éminentes fut celle de M. de MADARIAGA (1), qui proposa une intéressante synthèse du régime corporatif et du régime démocratique, jugés jusqu'à présent inconciliables.

« Nous pouvons concevoir, écrit-il, un système mixte où les initiatives individuelles capitalistes se produiraient dans un quadrillage de grandes corporations semi-étatiques, semi-syndicales qui assumeraient le fonctionnement des grandes industries lourdes de transports et de matières premières ». Le régime corporatif n'engloberait ainsi, dans l'économie nationale, que la branche industrielle, et seulement une partie limitée de cette branche, laissant en secteur libre les industries dites légères et secondaires, où l'initiative privée se serait exercée comme par le passé. Ce secteur demeuré libre aurait servi « de terrain d'expérience, de champ d'entraînement et de sélection pour les futurs chefs

(1) *Revue Politique et Parlementaire* : 10 février 1934,

d'industrie, ce qui aurait permis de maintenir la libre concurrence dans les branches d'activité ne présentant pas un intérêt vital pour l'Etat ».

Cet Etat Corporatif aurait un rôle bien modeste car, au-dessus de lui, s'élèverait l'Etat « Politique, intellectuel et spirituel » de façon à assurer l'asservissement de l'Etat Corporatif aux fins de libertés individuelles. « La démocratie, poursuit le même auteur, doit abandonner à l'Etat les libertés inférieures, en organisant un système corporatif qui permette l'ordre matériel tout en réservant aux individus organisés en Etat Politique la garde des libertés supérieures humaines... Car si, sur le plan corporatif, l'Etat doit être plutôt autoritaire, sur le plan politique il doit être plutôt libéral ». Ce sont évidemment des formules bien vagues, mais qui expriment néanmoins le désir d'appliquer à l'Espagne les bienfaits de l'économie corporative, tout en maintenant au premier plan la liberté de l'individu.

Ce système est resté jusqu'à présent dans le domaine de la spéculation pure ; les Etats Démocratiques ont, en effet, hésité à s'engager dans la voie tracée par M. DE MADARIAGA ; d'ailleurs la distinction qu'il fait entre le secteur libre et le secteur « corporatif » s'apparente étrangement avec les distinctions analogues proposées dans les systèmes dits d' « économie dirigée ».

CHAPITRE III

LA RECONSTRUCTION DE L'ESPAGNE SUR LA BASE CORPORATIVE

Les aspirations historiques de l'Espagne vers un régime corporatif — aspirations déjà partiellement réalisées dans le décret précité du 26 novembre 1926 — vont entrer dans une nouvelle phase de réalisations plus concrètes à la suite des événements qui ont amené au pouvoir le général FRANCO, soutenu par la Phalange Espagnole et le Parti Carliste.

Traditionnellement, le Parti Carliste, demeuré hostile à toutes les innovations libérales, aussi bien politiques qu'économiques, ne cessa de réclamer, au cours du XIX^e siècle l'abolition de la loi du 6 décembre 1836, et ses représentants prônèrent, en matière économique, le retour au corporatisme ; toutefois ils se bornèrent à poser le principe, sans élaborer un programme concret.

Par contre, la Phalange Espagnole, qui était spécialisée dans les questions économiques et sociales, considérant le retour au corporatisme comme le seul moyen de mettre fin à la lutte des classes, avait, dans le programme des « 26 Points » dressé un schéma de ce que serait l'économie de la nouvelle Espagne. Le 9^e Point dit ceci : « Nous organiserons *corporativement* la société

espagnole au moyen d'un système de *syndicats verticaux* par branches de la production au service de l'intégrité économique nationale ».

§ 1^{er}. — LA CHARTE DU TRAVAIL

Avant de procéder à ce travail de reconstruction, il fallait d'abord en jeter les fondements : ce fut l'objet de la Charte du Travail qui devait tracer les lignes directrices de l'Economie nouvelle.

ARTICLE 1^{er}. — Antécédents historiques de la Charte du Travail.

Nous trouvons dans les statuts du régime grémial du Moyen âge quelque chose de l'esprit de la nouvelle Charte — pour ne pas dire de son origine étatique — car alors il n'existait pas d'Etat dans le sens où nous l'entendons aujourd'hui. En Espagne, pays toujours marqué d'une certaine tendance municipaliste, les Municipipes rédigeaient ou tout au moins contrôlaient la rédaction des statuts grémiaux qui régissaient les relations des apprentis, des officiels et des maîtres ; il n'en était pas de même dans les pays ou états voisins : à Venise par exemple où le « Dux » rédigeait de sa propre autorité, au moyen de Capitulaires, les fonctions des « arts et métiers », ou bien encore à Bologne où les diverses catégories professionnelles érigeaient directement leurs statuts, l'ingérence municipale se limitant à une tutelle de caractère très général.

En France, et notamment à Paris, la libre rédaction des statuts par les organismes intéressés subsista jusqu'à l'apparition du « *Livre des Métiers* » de Paris dans lequel Etienne Boileau, prévôt des marchands de la cité, compila les statuts, par ordre de Louis IX, et codifia les usages et les normes qui peu à peu s'étaient formés à l'intérieur des corporations. Par contre, en

d'autres villes, comme à Amiens, l'Echevinage réglait souverainement l'organisation et la police des métiers ; à Toulouse, les Capitouls rédigeaient les statuts à la demande des intéressés et se montraient jaloux d'en conserver la garde.

En Espagne comme ailleurs, l'intervention publique dans la rédaction des statuts du Travail découlait de la transformation subie par les corporations qui, d'institutions libres et spontanées, devinrent peu à peu des organes de monopole et de contrainte municipale ; lors de la décadence du régime grémial en effet, les Pouvoirs Publics, devenus plus forts, furent à même de limiter cette liberté dont jouissaient les Grémios dans la rédaction de leurs propres statuts.

L'autorité publique intervint dès lors pour freiner l'ambition des corporations ; celles-ci s'éloignaient de plus en plus de l'esprit centralisateur de l'époque tendant vers l'unité de la nation dans le « temps et dans l'espace », unité qui se trouve consacrée dans le préambule de la Charte du Travail, laquelle enrôle tous les producteurs espagnols et toutes leurs activités « dans un effort commun, dans une volonté de mettre la richesse au service du peuple espagnol ».

ARTICLE 2. — **La Charte du Travail : Source du droit.**

Des opinions variées ont été émises à ce sujet par les Juristes espagnols qui ont voué leur attention à ce thème.

Selon certains auteurs (PRIETO CASTRO, IZQUIERDO) la Charte du Travail ne serait pas une loi à proprement parler, encore moins un décret de caractère simplement pragmatique ; elle ne saurait être non plus ce que l'un de ces auteurs appelle une « Constitution du Travail », si l'on entend par Constitution un « compromis entre les tendances opposées qui se font sentir au sein des

Parlements dans les périodes de grands bouleversements », de pareilles constitutions ne répondant plus aux nécessités nationales.

D'autres auteurs, comme IGNACIO SERRANÒ, appuient au contraire sur l'aspect constitutionnel de la Charte et estiment qu'il est du plus haut intérêt, pour les Juristes, de l'étudier à la lumière des principes du Droit Public, en faisant une distinction très nette entre les Droits individuels qu'elle consacre et l'ébauche d'organisation corporative qu'elle dessine. Il conviendrait de distinguer dans la Charte, cinq catégories de normes juridiques :

— 1^{re} *catégorie* : règles qui entrent immédiatement en vigueur sans nécessiter aucune addition ultérieure d'ordre supplétif ou interprétatif.

— 2^e *catégorie* : règles qui en complètent d'autres déjà existantes, dont certaines demeurent toujours en vigueur.

— 3^e *catégorie* : règles qui nécessiteront un certain développement, qui devront être complétées, précisées, pour arriver à une certaine existence juridique propre. Rentre notamment dans cette catégorie la déclaration XIII concernant les principes du syndicalisme vertical, ainsi que le révélera l'analyse de la Charte.

— 4^e *catégorie* : règles qui influencent seulement les règles intérieures, sans les modifier.

— 5^e *catégorie* : règles de caractère simplement pragmatique. Ce sont les moins nombreuses.

L'ensemble de toutes ces règles de Droit, dotées, comme toute norme juridique, du double caractère général et obligatoire, constitue une des plus importantes créations de l'Etat Corporatif Espagnol qui, s'il était fidèle à sa devise « le Travail avant la Politique », devrait normalement subordonner le « Politique » à l'« Economique ». La suite de cette étude révélera qu'il n'en est rien, tout au contraire.

ARTICLE 3. — **Etude analytique de la Charte du Travail.**

Déclaration de principe à laquelle a dû se soumettre toute la législation postérieure de l'Etat Espagnol, la Charte du Travail fut rédigée par le Conseil National de la Phalange et promulguée le 10 mars 1938.

Elle édicte les droits et devoirs des employeurs, et détermine les règles dont devra s'inspirer la législation économique et sociale de l'Espagne. C'est ce fondement du nouvel édifice qui définit nettement la conception corporative du travail et du capital, qui délimite les rôles respectifs de l'Etat et de l'individu et qui, enfin, pose les principes du Syndicalisme Vertical.

1°) LE TRAVAIL : est considéré comme la « participation de l'homme à la production, au moyen de l'exercice *volontairement* apporté de ses facultés intellectuelles et manuelles, suivant sa vocation personnelle, pour l'honneur et la réjouissance de sa vie et le développement de l'Economie Nationale » (déclaration I, premier point). Ainsi semble réalisé le double but du travail, à savoir : le mieux être de l'individu et celui de l'Etat.

Dans l'économie corporative en effet, on ne saurait dissocier l'individu de l'Etat. Il convient toutefois de remarquer que ce premier point concernant l'exercice *volontairement* apporté des facultés individuelles à la production, semble en contradiction avec le cinquième point, aux termes duquel « en tant que Devoir Social, le travail sera formellement exigé, sous une quelconque de ses formes, de tous les Espagnols et il sera considéré comme contribution obligatoire au Patrimoine National ».

Le travail est en même temps rehaussé dans l'échelle des valeurs, étant considéré comme un élément essentiellement personnel et humain et ne pouvant « être réduit à une conception matérielle de marchandise, ni

faire l'objet de transactions incompatibles avec la dignité de celui qui l'effectue ». Le travail n'est donc plus une simple marchandise, un instrument au même titre que le Capital ; s'il demeure, dans son sens large, un moyen de production, il est un moyen « noble » du fait de son essence humaine, du fait également qu'il élève et dignifie l'individu, tout en contribuant à accroître la prospérité matérielle de l'Etat Corporatif.

Quant à la contre-partie du travail : le Salaire, la Charte du Travail se borne à affirmer qu'il sera au moins suffisant pour assurer au travailleur une vie morale et digne. C'est à l'Etat qu'incombera le soin de fixer les bases d'après lesquelles seront établis les rapports entre les travailleurs et les entreprises (déclaration III, 4^e point). En tête de ces rapports s'inscrit évidemment le salaire, qui sera désormais rémunéré d'après l'*utilité sociale* de la prestation et non d'après l'intérêt pécuniaire de l'entrepreneur. Dans la doctrine corporative, en effet, la base du salaire est constituée par la productivité *sociale* du travail accompli et non plus par la notion individualiste de rentabilité.

2°) LE CAPITAL : alors que, comme il vient d'être vu, le travail est « la participation de l'homme à la production », le capital est considéré par la Charte du Travail comme un « instrument de la production ». Il y a là une nuance qu'il convient de souligner : l'Etat Corporatif, en effet, semble assurer la prééminence du Travail sur le Capital ; la déclaration VIII, 2^e point, stipule que « les éléments d'ordre instrumental seront subordonnés aux éléments humains et l'ensemble sera subordonné au bien commun ».

Le Capital, qui a pour but « l'utilité sociale », doit être « socialement » productif. C'est pourquoi il n'a droit, selon la Charte, qu'à un intérêt légitime et au-delà de cet intérêt, les bénéfices de l'entreprise devront être employés de préférence à la constitution des réserves

nécessaires à sa stabilité, au perfectionnement de la production et à l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs (déclaration VIII, 4^e point). Ainsi semble résolu le problème de la plus-value, puisque le surplus des bénéfices doit faire retour aux travailleurs, soit directement, en améliorant leur condition de vie, soit indirectement en assurant la stabilité de l'entreprise et le perfectionnement technique. En même temps, le Capital, n'ayant droit qu'à un intérêt direct et légitime, ne pourra plus s'accroître de façon immo-dérée.

Le Crédit, de son côté, sera réglementé de telle façon qu'il contribue à créer et à soutenir le petit patrimoine agricole, industriel et commercial. Dans les régimes d'économie libérale, ce sont en effet les petits et moyens producteurs qui ont le plus besoin de faire appel au crédit, et ce sont eux, précisément, qui éprouvent le plus de difficultés à cet égard. C'est pourquoi « l'honorabilité et la confiance basées sur la compétence et le travail constitueront des garanties suffisantes pour la concession des crédits » (déclaration IX, 2^e point).

3°) RÔLE ET ATTRIBUTIONS DE L'ETAT ET DE L'INDIVIDU :
Le Travail et le Capital étant ainsi définis, la Charte du Travail étudie la mise en jeu de ces facteurs par l'individu. Elle décide que le chef d'entreprise en assumera lui-même la direction, et en sera responsable devant l'Etat. Ainsi se trouve posé le problème des rôles respectifs de l'Etat et de l'individu. En apparence, il semble que le législateur espagnol ait fait preuve d'une défiance à l'égard des activités économiques d'origine étatique. La déclaration XI, 6^e point, pose le principe suivant : « l'Etat reconnaît l'initiative privée comme source féconde de la vie économique de la nation. Il devra donc se borner à contrôler la bonne marche de l'ensemble et ne sera entrepreneur que lorsque l'initiative privée fera défaut, ou lorsque les intérêts supé-

rieurs de la nation l'exigeront » (déclaration XI, 4^e point).

Toutefois, du fait que l'Etat sera seul juge des « intérêts supérieurs de la nation », il lui sera loisible d'agir selon son bon plaisir dans telle ou telle branche d'activité, ce qui constitue une grave atteinte au principe.

La mission de contrôle dévolue à l'Etat sur l'ensemble de l'Economie sera tantôt négative, tantôt positive :

— Négative, elle consistera à empêcher, directement ou par l'entremise des Syndicats, toute concurrence déloyale dans le domaine de la production, ainsi que les activités qui entravent l'établissement normal ou le développement de l'Economie Nationale.

— Positive, elle consistera à encourager les initiatives tendant au perfectionnement de ladite économie.

Son pouvoir se manifeste notamment en matière de réglementation du travail. Ainsi qu'il sera vu ultérieurement, ce sera lui qui réglera les rapports entre les travailleurs et les entreprises : celles-ci ont un devoir d'assistance et de protection envers la main-d'œuvre qui, de son côté, est liée par un devoir de fidélité et de subordination ; ce sera à l'Etat de contrôler l'exécution de ces obligations par chacune des deux parties en présence, mais pratiquement, il remet son droit de surveillance, en matière de législation sociale, entre les mains des syndicats. Ainsi, par leur entremise, il s'informera « sur le point de savoir si les conditions économiques et de tous les ordres dans lesquelles s'effectue le travail sont bien celles auxquelles a droit le travailleur ; il veillera à la sécurité et à la continuité du travail » (déclaration III, 5^e et 6^e point).

La place faite par la Charte au rôle joué par l'individu est beaucoup plus minime ; si l'Etat reconnaît l'initiative privée, s'il protège la propriété privée, ce n'est plus uniquement pour le seul profit égoïste qu'en tirera l'individu, mais aussi pour lui permettre l'accom-

plissement de ses devoirs familiaux et sociaux. De plus « toutes les formes de propriété sont subordonnées à l'intérêt supérieur de la Nation, dont l'Etat est l'interprète » (déclaration XII, 1^{er} point) ; de telle sorte que l'individu ne se trouve plus investi d'un droit absolu de propriété. Par contre, dans la sphère limitée qui lui est reconnue par l'Etat, ce même droit de propriété est, en quelque sorte, renforcé ; c'est ainsi qu'en vue d'une plus forte garantie de sa conservation et de sa continuité, le patrimoine familial sera considéré comme insaisissable (déclaration XII, 3^e point). Que faut-il entendre par « Patrimoine Familial » ? sans doute celui nécessaire à l'entretien et à la subsistance de la famille ? Le législateur ne le précise pas. Mais, à côté de cette mesure que l'on pourrait qualifier de « conservatrice », il en est d'autres d'inspiration socialiste. Dans la déclaration V, 6^e point, il est dit que « l'Etat a le désir de rechercher les moyens nécessaires pour que la terre, dans des conditions justes, finisse par appartenir à ceux qui l'exploitent directement ». De même, au sein de l'entreprise, le personnel devra être informé de la marche de la production (déclaration III, 7^e point).

Les tendances manifestées par le Législateur Espagnol sont en somme assez contradictoires. Ainsi, après avoir édicté des principes d'inspiration individualiste, il y a apporté des restrictions telles, qu'on est en droit de se demander s'il a voulu satisfaire aux tendances individualistes ou aux tendances socialistes, ou plutôt s'il a recherché un compromis entre les deux.

Un fait certain ressort de cet examen : l'individu n'existe plus en tant qu'entité économique ; seuls comptent devant l'Etat : la famille et le syndicat.

4°) LES SYNDICATS VERTICAUX : la Charte du Travail a été tout naturellement amenée à poser le principe du Syndicalisme dit « Vertical ». Elle dispose que « tous les facteurs de l'économie seront encadrés en syndicats

verticaux, par branches de la production ou par services. Les professions libérales ou techniques seront organisées d'une manière similaire » (déclaration XIII, 2^e point). Le domaine d'action du syndicalisme vertical est donc très étendu et aucun secteur de l'économie espagnole n'y échappe. Qu'est-ce qu'un Syndicat Vertical ? C'est, nous répond la déclaration XIII, 3^e point, une « *Corporation de Droit Public* ». Il ne faut donc pas se méprendre sur les termes de « syndicat vertical » et en inférer que le nouveau régime économique de l'Espagne soit un régime syndicaliste au sens étroit. Le syndicat vertical est en effet une corporation d'Etat, constituée par l'intégration de tous les éléments qui consacrent leur activité à l'accomplissement d'un processus économique, dans un même service ou dans une même branche de la production, sous la direction de l'Etat. Le syndicalisme vertical marque donc le désir de briser la stratification horizontale de l'économie par les syndicats ouvriers et les syndicats patronaux.

Du fait qu'il existe un seul syndicat vertical par branche de production, que ce syndicat groupe dans son sein tous les éléments aussi bien patronaux qu'ouvriers, cet organisme mérite donc bien la dénomination de « *Corporation* » qui lui est donnée par le législateur espagnol ; mais il s'agit d'une corporation de Droit Public, donc d'un instrument au service de l'Etat qui appliquera sa politique économique par son intermédiaire : Subordonné à l'Etat, il ne dispose d'aucune vie propre.

Bien plus, l'Etat doit intervenir, grâce à lui, dans la vie économique de la Nation ; c'est la raison pour laquelle il a délégué au Syndicat Vertical un certain nombre de pouvoirs assez étendus, en ce qui concerne la législation sociale tout au moins ; il pourra ainsi :

— intervenir dans la réglementation, la surveillance et l'application des conditions de travail ;

— constituer ou contrôler les organismes d'information, d'éducation morale, physique et professionnelle, de prévoyance, de secours et tous autres, d'ordre social, intéressant les éléments de la production.

— établir des bureaux de placement afin de fournir un emploi aux travailleurs d'après leurs aptitudes et leur mérite (déclaration XIII, 6^e et 7^e point.

Si, en matière de législation sociale, les syndicats sont ainsi dotés d'un rôle positif, il n'en est pas de même dans le domaine économique proprement dit, où leur initiative se borne à *connaître* les problèmes de la production, pour en *proposer* les solutions qui devront être subordonnées à l'intérêt national ; c'est également à eux que revient le soin de fournir à l'Etat les renseignements nécessaires à l'établissement des Statistiques de production : Pouvoir bien réduit, puisqu'ici la décision finale appartient à l'Etat et à l'Etat seul. De l'examen de ces textes il semble donc résulter qu'en dehors du domaine social, le Syndicat Vertical ne doit être qu'un simple organisme intermédiaire entre l'Etat et les producteurs.

De cet ensemble de dispositions, il est facile de dégager les principes généraux de la nouvelle législation, principes qui sont formulés, non seulement, dans la Charte du Travail, mais encore dans les « 26 points », bien que ceux-ci ne soient pas un texte juridique au sens technique.

Ces principes sont les suivants :

— tous les Espagnols doivent participer à l'Etat à travers la triple fonction familiale, municipale, corporative.

— la dignité, l'intégrité et la liberté humaine sont des valeurs éternelles et intangibles, à condition toutefois de ne pas user de la liberté contre les intérêts de la Patrie,

— la richesse a, comme but primordial, l'amélioration des conditions de vie du peuple.

— la propriété privée est reconnue afin de permettre l'accomplissement des fins individuelles, familiales, sociales, dans la mesure où ces fins concordent avec l'intérêt suprême de la Nation.

— le travail est un droit et un devoir pour tous les Espagnols et un titre suffisant pour parvenir dans la hiérarchie sociale, accessible à tous.

Cet ensemble constitue en réalité un amalgame des anciens principes et des nouveaux ; ce n'est ni un programme social au sens strict, ni une réaffirmation de règles antérieures, ni même l'expression d'une décision politique, mais un élément fondamental de l'ordre juridique de l'Espagne moderne.

§ 2. — DE LA CHARTE DU TRAVAIL A LA LOI D'ORGANISATION SYNDICALE.

Les grandes lignes de la future organisation ayant été dessinées, il s'agissait de passer aux réalisations pratiques : ce fut l'objet d'un certain nombre de décrets qui suivirent immédiatement la promulgation de la dite Charte.

I. — Décret du 21 avril 1938 :

Loin de supprimer radicalement les organisations syndicales déjà existantes, le législateur espagnol les a maintenues sous certaines conditions.

Ce décret stipule, en effet, que la constitution de *nouveaux* syndicats ou d'associations ayant pour objet la défense des intérêts professionnels ou de classe, est désormais interdite.

Il en résulte, à contrario, que les anciennes associations ou organisations syndicales se trouvent autorisées en principe. Toutefois, une mesure spéciale vise

celles d'entre elles existant au 18 juillet 1936, et qui voulaient reprendre leur activité : elles pouvaient être considérées comme légales, à condition de faire approuver leurs statuts par le Ministre de l'Organisation et de l'Action Syndicale. Donc, pratiquement, la constitution ou la reconstitution de syndicats était impossible sans l'autorisation de l'Etat.

De leur côté, les syndicats ainsi autorisés devaient s'intégrer dans une organisation d'ensemble, noyau de la future organisation corporative. C'est la raison pour laquelle le décret du 21 avril 1938 a institué, au-dessus des syndicats, deux échelons qui avaient pour mission d'assurer l'unité et la coordination ; ce furent : les Centrales Syndicales et, au-dessus d'elles, les Commissions Centrales Syndicales de Coordination.

Les Centrales Syndicales, créées dans chaque province, intégraient toutes les Organisations Syndicales. Elles furent placées sous l'autorité directe du ministre de l'Organisation et de l'Action Syndicale et leur direction était assurée par un délégué nommé par le département précité, parmi les militants de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J. O. N. S., ce qui réalisa l'union intime entre l'Organisation Syndicale et le Parti.

Indépendamment de celles que ses futurs statuts devaient lui donner, chaque Centrale Syndicale assumait les fonctions suivantes :

1°) Réalisation des études et accomplissement des missions que le ministre de l'Organisation et de l'Action Syndicale était amené à lui confier en vue d'assurer sa collaboration à l'œuvre d'Organisation Nationale Syndicaliste.

2°) Réalisation des études ayant trait aux problèmes économiques et sociaux dont le gouvernement aurait jugé bon de les charger.

En outre, un nouvel organisme consultatif, appelé *Commission Centrale Syndicale de Coordination*, avait

pour mission d'assurer la liaison entre chaque Centrale Nationale Syndicaliste d'une part, la Phalange Espagnole et les J. O. N. S. d'autre part.

En résumé le décret en question conféra aux Centrales Syndicales un rôle d'étude et aux Commissions Centrales un rôle de liaison. Ce fut un premier pas dans la voie des réalisations pratiques.

II. — *La loi du 16 juillet 1938* créa les « Commissions Régulatrices de la production » qui, dotées d'un caractère provisoire, furent organisées par grands secteurs de la production (agriculture, industrie, commerce). Elles se divisaient :

a) En sous-commissions et sections, qui englobaient le procès économique d'un produit ou d'un groupe de produits. Cette conception des différentes phases du processus productif (production, transformation, distribution), se retrouvera plus tard précisée et développée dans l'organisation des Syndicats Nationaux.

b) En branches diverses qui, au sein des sous-commissions et sections, concernaient un produit déterminé.

Leurs fonctions, adaptées à l'économie de guerre, consistaient à réunir tous les éléments propres à orienter la politique économique du gouvernement et à adapter la production, d'une part, la consommation intérieure et l'exportation, d'autre part. Elles devaient, en outre, déterminer les importations indispensables, répartir entre producteurs les matières premières et produits manufacturés, contrôler les prix, et, enfin, incorporer à l'Economie Nationale les nouvelles zones territoriales entrées sous la dépendance du Gouvernement National au fur et à mesure des succès militaires. Ce rôle se trouve être analogue, à bien des points de vue, à celui que connaîtront en France les Comités d'organisation.

Le Président de chaque Commission était nommé par le Gouvernement ; les conseillers, membres de la Commission, dépendaient des Ministres de l'Agriculture, de

l'Industrie ou du Commerce, selon la branche d'activité considérée.

Ces Commissions ainsi placées sous la dépendance directe du gouvernement, constituent l'ébauche de la future organisation syndicale, l'embryon des grands Syndicats Nationaux : La Loi du 3 mai 1940, qui modifia sur quelques points de détail la composition des Commissions Régulatrices, décida que celles-ci devraient résigner automatiquement leurs fonctions au profit des Syndicats Nationaux tels qu'ils devaient être constitués par la Délégation Nationale des Syndicats.

III. — *Décret du 5 octobre 1938 :*

Un nouveau pas fut accompli par le décret du 5 octobre 1938 portant création des Syndics économiques. Ces fonctionnaires ont pour rôle de conseiller les autorités au sujet des questions intéressant la vie économique du pays. Leur mission est purement honorifique et obligatoire et ils sont choisis, en nombre égal, parmi les chefs d'entreprise, le personnel technique, les employés, les ouvriers ; on retrouve ici le principe paritaire de toute institution corporative. L'organisation des syndics économiques comporte deux échelons.

a) *Echelon provincial :*

On rencontre de 2 à 12 Syndics économiques dans chaque province et pour chaque branche de l'économie ; leur rôle se borne à l'étude des questions intéressant leur circonscription territoriale.

b) *Echelon national :*

Les syndics économiques nationaux sont consultés pour toutes les questions d'ordre général et particulier intéressant la vie économique du pays. Leur rôle, purement consultatif, est néanmoins très étendu. Chaque Syndic est compétent pour une branche de l'économie. A cet effet, le législateur espagnol a créé 20 branches ;

céréales, fruits, légumes, alcools et boissons, huile, plantes industrielles, bois, zootechnie, pêche, textile, bâtiment, métaux et constructions métalliques, mines, industries chimiques, papier et imprimerie, eau, gaz, électricité, transports et communications, logement, banque et assurances, professions libérales, activités diverses. Il convient de souligner cette classification, car elle est la première qui ait été faite en Espagne dans cet ordre d'idées. Elle laisse prévoir les grandes lignes que les Syndicats Verticaux traceront à travers l'économie espagnole.

IV. — *La Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange et la Loi d'Union Syndicale.*

Afin de créer une unité de doctrine dans l'œuvre en voie de formation et concilier les divergences qui étaient susceptibles de se faire sentir au sein des nombreux syndicats, le Gouvernement espagnol avait décidé la création de la Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange. Chacun des syndicats demeurés autorisés envoya des représentants au sein de cette Délégation Nationale qui, dès lors, prit l'aspect d'une commission d'élaboration législative en attendant de devenir l'organe directeur de toute l'économie espagnole.

La Délégation Nationale des Syndicats eut pour tâche primordiale de jeter les bases de la discipline unitaire qui devait s'imposer à toutes les forces économiques, professionnelles et de classes, qui existaient alors en Espagne. Ces forces, encore dépourvues de toute organisation d'ensemble, durent se soumettre aux normes qu'elle édicta, aux décisions qu'elle prit.

La plus importante aboutit à la loi du 26 janvier 1940 appelée loi d' « Union Syndicale », en vertu de laquelle toutes les anciennes confédérations patronales ou ouvrières, les syndicats de seconde zone, les associations économiques quel que soit leur type, se sont trouvées

intégrées dans la discipline de la Délégation Nationale des Syndicats. Aucun groupe économique n'y échappa, pas même la Confédération Nationale Catholique Agraire, dont l'incorporation fut décrétée le 2 août 1940.

Le même processus se manifesta en Allemagne, lors de l'avènement au pouvoir du III^e Reich : Tous les édifices et administrations appartenant aux anciens Syndicats furent remis, sans condition, au Parti National Socialiste. C'est ainsi que furent frappés par cette mesure : la Fédération Allemande des Syndicats Chrétiens, la Ligue des Syndicats des ouvriers et employés et autres associations. Le Gouvernement confia au D^r LEY, sous la dénomination de « Front du travail », l'unité directrice de ce corps d'associations, qui devait recueillir l'effort du travail allemand.

L'activité de la Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange ne se borna pas à élaborer la loi d'Union Syndicale. Elle intervint en matière de législation sociale et de réglementation du travail, attentive à faire respecter les consignes de la Charte du Travail ; elle mena à terme l'étude de la constitution des grands Syndicats Nationaux auxquels on devait confier plus tard la direction économique de la production ; en accord avec le Conseil Syndical de la Phalange, elle donna des consignes pour encadrer dans les Syndicats et les fraternités syndicales locales toute la masse des travailleurs dans les diverses catégories sociales de la production.

Mais ce n'étaient que les prémices du travail de politique sociale et syndicale qui trouve son couronnement dans la loi d'organisation syndicale du 6 décembre 1940 et qui est l'aboutissement d'une année de travaux de la Délégation Nationale des Syndicats.

CHAPITRE IV

LOI D'ORGANISATION SYNDICALE DU 6 DÉCEMBRE 1940

La loi du 6 décembre 1940, dont l'importance est capitale, clôt cette étape peu connue mais féconde, que l'on pourrait qualifier de « préliminaire ». Les grandes lignes du système ayant été ainsi dessinées, le corporatisme espagnol entre désormais dans une nouvelle phase, et c'est la raison pour laquelle cette loi marque un point de départ et non un point d'arrivée.

Le système corporatif, en effet, ne saurait s'installer en bloc dans la vie concrète, comme l'a révélé l'exposé magistral du CAUDILLO. « Nous ne tombons pas dans l'illusion qui consisterait à croire qu'avec la promulgation de ces règles, les syndicats soient vraiment fondés, car nous savons que la loi ne fait que jeter les fondements et montrer les directives d'une tâche essentielle dans laquelle plus grande est la volonté et le service que l'on demande aux chefs du mouvement et des syndicats, plus grande sera leur responsabilité ».

Ainsi se trouvent définis à la fois l'objet et la portée de cette loi : En premier lieu, elle détermine les rôles respectifs des divers organismes créés et leurs rapports entre eux.

En second lieu, elle laisse aux dirigeants politiques et syndicaux le soin d'édicter les règles qui donneront une vie effective au système ainsi conçu et qui doit être envisagé successivement sous son aspect *économique* et sous son aspect *social*.

§ 1^{er}. — **ASPECT ÉCONOMIQUE DE LA LOI D'ORGANISATION SYNDICALE**

De ce point de vue, la loi du 6 décembre 1940 stipule la création des grands Syndicats Nationaux : c'est là son but principal.

ARTICLE 1^{er}. — **Nature juridique du Syndicat.**

Le préambule de la loi fait allusion aux « bases du système syndical exposées dans les 26 points de la Phalange Espagnole Traditionnaliste des J. O. N. S. et dans la Charte du Travail suivant la *tradition corporative* ». En fait, la nature juridique du Syndicat National Espagnol se trouve déterminée d'une manière précise dans les points 3 et 5 de la déclaration 13 de la Charte, dont l'article 9 de la loi syndicale n'est qu'une réaffirmation légale.

L'Etat Espagnol, comme tout Etat, s'est trouvé en face de cette alternative :

— ou bien laisser les syndicats s'ériger en groupes indépendants vis-à-vis de l'Etat, ce qui conduit à la lutte des classes, puis à l'anarchie.

— ou bien les convertir en une création, une émanation de l'Etat lui-même.

Nulle part encore la solution moyenne n'a été trouvée, sauf peut-être au Portugal. En Espagne, comme en Italie et en Allemagne, on a été amené à sacrifier à la seconde de ces solutions extrêmes : par concession de l'Etat le syndicat est considéré et reconnu dans l'ordre

juridique espagnol comme une entité publique, comme une personne juridique qui fait partie intégrante de l'Etat. Son caractère de droit public se trouve confirmé, tant par les éléments qui le constituent, que par les fins assignées par la loi aux syndicats légalement reconnus, que par les pouvoirs de nature publique qui lui sont conférés.

1°) *Le Syndicat, corporation avec éléments institutionnels.* — La division traditionnelle de la personne juridique publique, division qui dépend de la structure et du caractère de l'unité juridique considérée, peut prendre deux formes :

Corporation.

Institution.

La *corporation* a, comme base matérielle, une pluralité d'individus dont la personne juridique représente les intérêts communs. Son unité de droit est constituée, en d'autres termes, par une association de personnes organisées pour atteindre un but qui leur est propre et qui leur est commun. L'exemple classique est celui des entités publiques territoriales appelées « Municipios ». En ce sens large, la corporation est la première forme de personne juridique publique que l'on trouve dans l'histoire du droit (1).

C'est au XIX^e siècle que la Fondation et plus tard l'Institution, sont juxtaposées à la corporation.

L'institution : dans l'institution, l'unité de fait est constituée par l'organisation de personnes et de biens, organisation qui a pour but la satisfaction d'un intérêt distinct de l'ensemble des individus, qui constitue la Corporation. Nous en avons un exemple dans n'importe quelle institution ayant un caractère de bienfaisance.

(1) Les villes italiennes qui avaient été conquises et entraînées dans l'orbite de l'Empire Romain, obtinrent des statuts qui leur conféraient une sorte d'autonomie administrative, mais par contre, Rome annula leur existence politique.

Le double caractère corporatif et étatique du syndicalisme espagnol se dégage de ces diverses notions. Il est, en effet, constitué par une pluralité de syndicats ayant pour seul lien la volonté supérieure du CAUDILLO. En outre, il est prévu l'existence de membres non inscrits, en dehors des intérêts propres du syndicat, lequel est créé pour avoir sous sa tutelle, dans la sphère de sa juridiction et de sa compétence *toute* la branche économique correspondante. D'autre part, ainsi qu'il sera vu plus loin, les réalisations sociales donnent au syndicalisme espagnol un caractère institutionnel.

2°) *Le Syndicat National, corporation de droit public.* — L'article 9 de la loi syndicale, recueillant les points 3 et 5 de la déclaration 13 de la Charte, assigne aux syndicats des buts et des pouvoirs d'un caractère éminemment public, comme conséquence de la position assignée au syndicat au sein de l'Etat, personne juridique publique par excellence.

Le Syndicat National se trouve défini « Corporation de droit public formée par l'intégration, dans un organisme *unitaire*, de tous les éléments dont les activités sont consacrées au processus économique dans un service ou branche de production, sous la hiérarchie suprême de l'Etat » (article 9).

Cette définition doit être rapprochée de celle que donne M. LAUFENBURGER : « La corporation sera un organe qui coordonne, sous le contrôle de l'Etat, les forces économiques des différentes sections de production et de distribution ».

Le Syndicat National est une Corporation, par conséquent :

— Il groupe les membres d'une branche d'activité économique déterminée, sur laquelle il est doté d'un monopole, ou plutôt d'un pouvoir de direction.

— Il constitue un organisme unitaire, ayant *seul* sous sa dépendance : patrons, techniciens et ouvriers.

Mais la Corporation ainsi créée est une création de droit public dans laquelle l'exercice de la profession est subordonné à l'intérêt général et l'initiative privée responsable devant l'Etat.

C'est la raison pour laquelle la loi syndicale assure la subordination étroite du syndicat à l'Etat et par conséquent au Parti.

Elle décide en effet que :

— Le statut de chaque Syndicat National sera approuvé par la Direction Générale du Mouvement (article 11).

— Le chef de chaque Syndicat National sera nommé par la Direction Générale du Mouvement (article 13).

— Toutes les directions des Syndicats seront obligatoirement confiées à des militants de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J. O. N. S. (article 19).

De telle sorte que le Parti inculque la discipline, l'unité « pour que l'Economie Nationale soit au service de la Politique Nationale ».

Il convient d'ajouter que c'est seulement par décret approuvé en Conseil des Ministres que sera reconnue la personnalité de chaque Syndicat. Par ces moyens, l'Etat s'assure la haute main sur le fonctionnement futur des Syndicats Nationaux, qui prennent figure d'organes à la fois économiques, politiques et administratifs.

ARTICLE 2 — ^s **Constitution du Syndicat National.**

1°) *Mode de constitution du Syndicat National.*

A cet égard, deux solutions principales peuvent être envisagées : constitution par catégorie ou constitution par cycle productif. La solution choisie est celle qui, tenant le plus compte de la réalité économique dans le processus productif et, par suite, s'en rapprochant le plus, permettra le mieux aux fonctions régulatrices de la production de s'exercer.

La corporation de catégorie est celle qui, analogue aux anciennes corporations de métiers, groupe les membres d'une profession déterminée (boulangers, tisseurs). Les nécessités économiques modernes permettront difficilement d'envisager un tel système, étant donné la solidarité de tous les éléments actifs qui collaborent à un certain produit, et étant donné la complexité même de certains produits modernes.

C'est la raison pour laquelle, en Espagne comme en Italie, on a renoncé à la corporation de catégorie au profit d'une *corporation* englobant une branche de la production tout entière, un « CYCLE PRODUCTIF ». Dès lors, la corporation groupera toutes les activités concourant à un produit déterminé, en allant des matières premières jusqu'à la vente des produits fabriqués, et en passant par les divers stades de la fabrication.

En Italie par exemple, les 22 corporations créées furent divisées en trois groupes :

— Corporations à cycle productif, agricole, industriel et commercial.

— Corporations à cycle productif industriel et commercial.

— Corporations produisant des services.

La loi syndicale Espagnole, de son côté, décide que « le Syndical National embrassera le développement économique d'un ou plusieurs produits analogues et de leurs dérivés, depuis la phase productrice jusqu'au moment où ils sont livrés à la consommation ». Les Syndicats Nationaux Espagnols sont donc bien conçus sur la base du cycle productif.

Ce système espagnol et italien du Corporatisme Vertical se trouve âprement critiqué par les partisans du corporatisme d'association. Ils estiment qu'il ne correspond pas à la nature des choses et qu'il devrait y avoir autant de corporations que de catégories de production. Il faut reconnaître que le Corporatisme Vertical diffère

beaucoup de celui de LA TOUR DU PIN avec « l'organisation de la société en corps professionnels » ainsi que ce dernier définit la corporation ; on a même été parfois jusqu'à refuser le nom de corporation aux Syndicats Verticaux ainsi conçus.

Mais il ne faut pas oublier que le Corporatisme Espagnol, comme le Corporatisme Italien, est un *Corporatisme d'Etat* et que par conséquent, l'Etat a dû le créer selon des normes qui lui permettent le mieux d'insuffler ses directives à l'ensemble de l'Economie Nationale. Ce corporatisme est, non un *but* en soi, mais un *moyen* pour l'Etat de contrôler, de diriger et de régulariser les activités économiques du pays. Pour ce faire, le système du cycle productif semble mieux adapté au rôle que s'assigne l'Etat. Sa tâche se trouve grandement facilitée, car il peut ainsi avoir une vue plus nette sur l'ensemble de la production.

En outre, le fonctionnement interne de la Corporation se trouve rendu plus souple, plus aisé car, lorsqu'il s'agit, par exemple, d'arrêter la standardisation d'un type de fabrication, de régulariser la production, de diminuer le prix de revient, d'unifier les conditions de vente d'un produit déterminé, il est plus facile d'agir au sein d'un même Syndicat National, auprès des diverses entreprises concourant à la formation de ce produit, plutôt que de s'adresser à des corporations différentes.

Après avoir ainsi posé les principes selon lesquels les Syndicats Nationaux seraient constitués, la loi ne détermine ni leur nombre, ni leur catégorie. Elle remet cette tâche à un décret ultérieur.

2°) *Structure du Syndicat National.*

A la tête de chaque Syndicat National se trouve placé un chef nommé par la direction du Parti suivant l'avis de la Délégation Nationale des Syndicats.

Il dirige le Syndicat sous sa responsabilité, mais est assisté, dans ses fonctions, par des membres dirigeants de la Phalange, dont le rôle sera précisé par le règlement de chaque Syndicat National.

Ce même règlement syndical déterminera également la façon dont seront constitués les sections et groupes économiques faisant partie de la branche de production organisée syndicalement, et, d'une façon générale, la structure interne du Syndicat.

A cet égard, la question se pose de savoir si chaque syndicat est libre de déterminer sa propre organisation, de fixer son statut ? En principe, oui, sous réserve qu'il tienne compte de la conception du Syndicat « Cycle Productif ». Mais ce principe comporte une grave entorse, car le statut syndical, avant d'entrer en vigueur, devra être approuvé par la Direction Générale du Mouvement Phalangiste.

La réunion du chef du Syndicat National et des autorités de la Phalange — qui lui sont adjointes et désignées par le secrétaire général du Mouvement Phalangiste — constitue la *Junte Centrale Syndicale*. Les représentants des diverses branches composant le Syndicat National (sections et groupes économiques) seront nommés et révoqués par le Délégué National des Syndicats, sur la proposition du chef du Syndicat National.

De plus, afin d'effectuer la liaison avec le Gouvernement, la Junte Centrale Syndicale comprend également des représentants des ministères de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce, et, dit la loi : « de tout autre département ministériel en rapport avec le caractère du Syndicat et selon le statut de chacun d'eux ».

Il est inutile de souligner l'importance du rôle que la JUNTE CENTRALE SYNDICALE est appelée à jouer : elle sera responsable, au nom du Syndicat National, de la

bonne marche de la production à l'intérieur du cycle productif.

A l'échelle provinciale, la loi prévoit la création de DÉLÉGATIONS SYNDICALES DE ZONE ÉCONOMIQUE, dont le modèle sera calqué sur celui du Syndicat National correspondant. Pour coordonner, dans la province, les activités des diverses Délégations Syndicales de Zone Economique — chacune d'elle dépendant d'un Syndicat National — l'article XV décide l'institution du *Conseil Syndical de la province*.

Ce Conseil Syndical sera composé des chefs des Délégations Syndicales de Zone Economique, sous l'autorité du délégué départemental des Syndicats.

Le chef départemental du Mouvement Phalangiste, ainsi que le préfet du département, auront la faculté de le présider. Doté d'un caractère essentiellement territorial, il régira l'ensemble de l'activité économique de la province. Il est intéressant de rapprocher la structure du Syndicat National Espagnol de celle de la Corporation Italienne, établie par la loi du 5 février 1934. En Italie, chaque corporation comporte un président et un conseil (correspondant à la Junte Centrale Syndicale). Mais ce sont les associations ouvrières et patronales qui désignent leurs représentants au sein de ce Conseil, en nombre égal de patrons et d'ouvriers, sous réserve de l'approbation du chef du Gouvernement. En Espagne, par contre, les membres de la Junte Centrale Syndicale relèvent de la Direction Générale du Mouvement Phalangiste et d'elle seule. Le caractère paritaire de la Corporation italienne est très net ; celui du Syndicat National Espagnol l'est beaucoup moins puisque, en définitive, tout dépend du Parti.

Enfin la loi italienne ne prévoit pas cette sorte de « décentralisation économique » que l'on constate en Espagne.

ARTICLE 3. — **Caractères essentiels du Syndicat National Espagnol.**

Le Syndicat National est doté d'un double aspect selon qu'il est considéré en soi, ou par rapport aux individus qui en font partie.

Considéré en soi, le Syndicat National a un caractère essentiellement *économique*. C'est ce qui ressort nettement du préambule de la loi syndicale.

Il convient de souligner cet aspect du Corporatisme Espagnol qui se trouve, sur ce point en opposition flagrante avec le Corporatisme d'association. Selon la TOUR DU PIN « le pouvoir public ne dicte pas ses règles à la corporation, mais il les homologue ». En Espagne, l'Etat dicte ses règles et le Syndicat National les homologue.

Par rapport aux individus qui font partie du Syndicat National, la question se pose de savoir dans quelle mesure le syndicat est volontaire et dans quelle mesure il est obligatoire ? La réponse à cette question est délicate, et le législateur espagnol s'est appliqué à la résoudre de la façon la plus précise, la plus souple possible, étant donné le climat politique de l'Espagne au moment où la loi fut promulguée.

Le Syndicat obligatoire aurait eu l'inconvénient d'incorporer à l'organisation syndicale une masse un peu trop nombreuse d'ouvriers qui, éduqués et élevés par les anciens syndicats de type opposé, selon des principes matérialistes et de lutte des classes, ne se seraient jamais identifiés sincèrement et profondément au nouveau système.

Les souvenirs de la guerre civile sont encore trop récents et, d'ailleurs, l'affiliation obligatoire aurait provoqué un apport important d'ouvriers, et aussi de patrons, mal intentionnés vis-à-vis des nouvelles idées, dépourvus de la vocation corporative et de l'esprit

d'union et de collaboration nécessaires pour obtenir un résultat utile et efficace en ce domaine.

C'est la raison pour laquelle le législateur espagnol décide, dans le préambule de la loi, que « les Syndicats sont constitués par ceux qui, *volontairement*, se prêtent à leur fondation et commandement, avec exclusion de toute syndicalisation bureaucratique et officiellement obligatoire » (1).

Le syndicalisme devient donc ainsi « une des formes politiques de toute l'économie espagnole » car, seuls entrent dans le syndicat ceux qui y consentent et qui, par conséquent, adhèrent au nouveau régime, au moins en principe.

Bien plus, il n'est pas suffisant d'avoir la qualité de producteur, dans toute l'acception du terme, pour pouvoir s'intégrer dans l'organisation syndicale. Il existe en effet des branches de production (au sens large du mot), qui ne peuvent ni ne doivent en faire partie. A cet égard, la loi du 6 décembre 1940 ne pose aucune règle fondamentale, aucun principe général quant à la question de savoir quelles branches de production se trouveront ainsi exclues. Une règle sur laquelle pourraient se baser les décisions des chefs du Mouvement, serait pourtant nécessaire. En ce qui concerne les fonctionnaires publics, il faut supposer que l'affiliation au syndicat leur sera prohibée, à moins que le pouvoir central, se sentant suffisamment fort, ne fasse confiance à ceux-ci dans leur fidélité au régime.

Mais il existe d'autres cas douteux : ceux, par exemple, des employés des administrations dépendant plus ou moins directement de l'Etat (comme les Caisses d'Épargne, les Chemins de Fer), ou encore les travailleurs civils des établissements militaires et beaucoup d'autres,

(1) Par contre, la Charte du Travail française décide l'inscription *d'office* au syndicat professionnel de leur catégorie, de *toutes* les personnes exerçant une activité professionnelle.

qu'il est inutile de mentionner et au sujet desquels des difficultés surgissent quant à leur admission, ou non, dans l'organisation ainsi créée. La question est encore en suspens.

Si le corporatisme espagnol est volontaire et non forcé, par contre, les producteurs ne peuvent se grouper en dehors des organismes officiels et, d'autre part, « la représentation et la discipline de tous les producteurs sont à la charge des organisations syndicales ». Il faut en conclure que les producteurs sont, sans doute, libres d'entrer ou non dans le système corporatif, mais il y a pour eux obligation formelle de se soumettre aux décisions des Syndicats reconnus, car, seuls, ceux-ci ont le monopole de la représentation des producteurs devant l'Etat, et les décisions prises par le Syndicat s'imposent à tous les membres, sans exception, de la branche correspondante.

De cette façon, sans préjudice de son pouvoir disciplinaire sur tout le secteur de production, le Syndicat conserve le caractère « d'instrument souple et choisi » que lui donne la loi.

ARTICLE 4. — **Rôle et Attributions des Syndicats Nationaux.**

Le système des Syndicats du régime espagnol n'est pas à considérer comme un ensemble de « groupements privés » auxquels l'Etat, selon le préambule de la loi syndicale, « attribue des rôles plus ou moins importants ». Ils font part au Gouvernement des tendances et besoins propres de chacune des branches de la production et sont responsables de la bonne exécution des règles et directives que l'Etat, comme maître suprême de l'Economie, dictera. En même temps que se trouve affirmée, une fois de plus, la prééminence de l'Etat, il ressort nettement que, outre leur pouvoir d'intervention dans la technique de la production, les

Syndicats Nationaux sont dotés d'un pouvoir disciplinaire, à la fois sur les Syndicats subordonnés et sur les entreprises faisant partie du cycle productif du Syndicat.

Dans le domaine de la technique, il incombe au Syndicat National de *proposer* au Gouvernement les lois visant :

- la discipline et la protection de la production.
- la conservation et la répartition des produits.
- le contrôle des prix dans les différentes phases du processus productif (article 18, 1^{er} alinéa).

Pour toutes ces questions, les Syndicats sont dotés d'une certaine initiative législative, la décision finale restant, toutefois, entre les mains de l'Etat, notamment en ce qui concerne les prix : ce qui est normal, car ces mesures d'ordre général sont susceptibles de se répercuter sur l'ensemble de l'Economie et il ne saurait appartenir aux Syndicats Nationaux de prendre pareilles décisions de leur propre autorité. C'est pourquoi ils peuvent seulement « proposer ».

Mais c'est à eux qu'il appartient d'établir les règlements et de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de la loi. Ces règlements Syndicaux, en matière économique, sont donc analogues, du point de vue juridique, à ceux connus en France, en droit administratif, sous le nom de « règlements d'administration publique ».

De plus, les Syndicats Nationaux doivent « provoquer et favoriser toute initiative ayant pour objet une meilleure organisation de la production, et surtout des travaux de recherche scientifique, dans le cadre de leur activité économique » (article 18).

Par conséquent relèveront de la compétence du Syndicat toutes les questions relatives au perfectionnement technique, voire même aux inventions (organisation, par exemple, de laboratoires d'essai et d'applications industrielles). Les études et recherches scientifiques, laissées

jusqu'alors à l'initiative de chacun, se trouvent désormais sous le contrôle syndical. La question se pose néanmoins de savoir si l'Etat, si puissant soit-il, est capable de susciter les inventeurs ?...

Revient également au Syndicat National le soin de « provoquer, diriger et, au besoin, remplir les fonctions coopératives de production et de répartition, à l'intérieur de la branche correspondante » (article 18, 5°).

En vertu de ces pouvoirs et dans la sphère de production qui le concerne, le Syndicat National aura la faculté de :

- répartir les contingents entre producteurs.
- prendre toutes mesures pratiques tendant à encourager la production, à assurer la conservation et la distribution des matières premières.
- veiller à l'écoulement de la production.
- régulariser et surveiller les prix au nom de l'Etat.

Mais il ne faut pas oublier que, dans cet ensemble d'activités, le Syndicat National agit comme instrument de l'Etat et non comme organe indépendant ; il apparaît donc clairement que, en conférant ces pouvoirs au Syndicat, l'Etat veut inspirer et diriger les activités des groupes de producteurs, ainsi que le perfectionnement de la production.

Parmi les buts qui sont propres à l'Etat figure en effet la prospérité économique de la Nation, réalisée par la volonté de l'Etat, mais au moyen des Syndicats légalement reconnus.

Outre ces pouvoirs dans la technique de la production, les Syndicats Nationaux sont chargés « d'aider la Délégation Nationale des Syndicats dans l'élaboration des projets et rapports pour la réglementation du travail ». Ils exercent des « pouvoirs disciplinaires sur les Syndicats subordonnés, dans la forme établie par le Statut Syndical ». Par conséquent, le statut de chaque Syndicat National, constitué selon la loi du 6 décembre

1940 devra spécifier les sanctions qui seront appliquées pour manquement aux règles syndicales.

Enfin, du fait qu'il appartient aux Syndicats Nationaux d'organiser « l'apport économique des entreprises au patrimoine et aux œuvres de la Communauté Nationale Syndicaliste », chacun d'eux aura un droit de regard sur les entreprises appartenant à son cycle de production.

Pouvoir représentatif, d'une part, pouvoir disciplinaire, d'autre part, telles sont, résumées en une formule brève, les attributions des Syndicats Nationaux.

ARTICLE 5. — **Les Réalisations.**

On sait que, en vertu de la loi du 6 décembre 1940, était autorisée la création de Syndicats Nationaux, groupant les divers intérêts qui interviennent dans le procès économique d'un ou de plusieurs produits analogues et de leurs dérivés.

La loi du 23 juin 1941 a complété ces dispositions en précisant qu'il existera désormais 24 Syndicats Nationaux, qui ont été classés en fonction des conditions imposées par l'article 10 de la loi syndicale, à savoir :

— variétés des produits.

— diversité et individualité des zones géographiques, car, en Espagne, de nombreuses industries sont groupées dans certaines régions déterminées. C'est ainsi, par exemple, que le Syndicat National de l'Olive n'a pas été classé dans le Syndicat National des Fruits.

— différentes phases du processus économique : production, transformation, distribution.

Liste des Syndicats Nationaux créés par la loi du 23 juin 1941.

1. Syndicat National des Céréales.
2. Syndicat National des Fruits et des Produits Horticoles.

3. Syndicat National de l'Olive.
4. Syndicat National de la Vigne, de la Bière et des Boissons.
5. Syndicat National du Sucre.
6. Syndicat National du Bois et du Liège.
7. Syndicat National de l'Élevage.
8. Syndicat National de la Pêche.
9. Syndicat National des Peaux.
10. Syndicat National des Textiles.
11. Syndicat National de la Confection.
12. Syndicat National du Verre et de la Céramique.
13. Syndicat National de la Construction.
14. Syndicat National des Métaux.
15. Syndicat National des Industries Chimiques.
16. Syndicat National des Combustibles.
17. Syndicat National de l'Eau et de l'Électricité.
18. Syndicat National du Papier, de la Presse et des Arts Graphiques.
19. Syndicat National des Transports et des Communications.
20. Syndicat National de l'Hôtellerie et similaires.
21. Syndicat National des Assurances.
22. Syndicat National de la Banque et de la Bourse.
23. Syndicat National du Spectacle.
24. Syndicat National des Produits Coloniaux.

Presque tous ces Syndicats sont déjà constitués, mais, jusqu'ici, trois d'entre eux seulement ont été reconnus par décret rendu en Conseil des Ministres.

§ 2 — ASPECT SOCIAL DE LA LOI D'ORGANISATION SYNDICALE

La division de l'économie espagnole en secteurs de production au moyen des 24 Syndicats Nationaux, trouve sa contre-partie, dans le domaine social, par la création des *Centrales Nationales Syndicalistes* qui donnent au nouveau régime une certaine apparence

corporative en partant de ce que la loi d'organisation syndicale dénomme les « catégories sociales de la production ».

ARTICLE 1^{er}. — **Les catégories sociales de la production.**

L'article premier de la loi du 6 décembre 1940 décide que les Espagnols, en tant qu'ils collaborent à la production, constituent la Communauté Nationale Syndicaliste. Il est nettement établi, que, pour faire partie de cette Communauté, il faut avoir la qualité de « producteur » au sens propre du mot. Quoique le texte ne le dise pas, il faut supposer, vu les circonstances de l'espèce et la généralité des termes de la loi, que l'on doit entendre par « producteur » tout individu qui exerce une activité économique quelconque au profit du groupe social qui vit sous la protection de l'Etat Espagnol, depuis celui qui élabore un produit jusqu'à celui qui accomplit des prestations de services, y compris le savant, l'écrivain, l'artiste.

Seuls, seront éliminés de l'organisation corporative tous ceux qui, étant donné leurs conditions de santé, d'âge ou de sexe, ne peuvent prendre part au processus de la production, ainsi que tous ceux qui tirent leur subsistance d'une rente ou d'une pension perçue sans effort. Parmi les producteurs eux-mêmes, tous ne font pas partie de la Communauté Nationale Syndicaliste. Il a été en effet établi, précédemment, que l'affiliation à l'organisation Syndicale n'est pas obligatoire.

Selon quelle conception sera réalisé l'encadrement social de ces producteurs ? Selon une structure verticale qui, en partant des sections correspondant aux diverses catégories sociales de la production, aboutit à la Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange.

Il importe, afin d'avoir une vue d'ensemble, d'exami-

ner les caractéristiques de cette organisation et ses degrés divers :

La masse productrice d'un pays se compose, en premier lieu, des patrons, puis des salariés, qui se divisent eux-mêmes en : travailleurs et techniciens. Cette masse peut être considérée comme répartie en :

1°) cellules ou unités de production. En chacune d'elles s'observe l'existence d'un patron ainsi que de techniciens et travailleurs divers, formant un assemblage économique dénommé : entreprise.

2°) catégories sociales, caractérisées par la diversité de leur intervention dans le processus de la production.

Dans la Charte du Travail, on a vu que l'entreprise, en tant qu'unité de production, doit ordonner les éléments qu'elle intègre en une hiérarchie qui subordonne les éléments matériels aux éléments humains et tous ceux-ci au bien commun. De son côté, le chef de l'entreprise assure la direction de celle-ci, sous sa responsabilité devant l'Etat. Enfin, le bénéfice de l'entreprise (réserve faite d'un juste intérêt du capital) s'appliquera, de préférence, à la formation de réserves, au perfectionnement de la production et à l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs. Telles sont, rappelées brièvement les conditions de fonctionnement de l'entreprise.

Mais la production tout entière ne s'effectue pas à l'intérieur de cette entité dénommée « entreprise ». L'établissement du petit patron ne peut être considéré comme tel, et, de plus, il existe des modalités de production qui n'entrent pas dans ce cadre (professions libérales, travail à domicile, artisanat). C'est pourquoi, la loi d'Organisation Syndicale, afin d'englober l'ensemble des producteurs, se réfère aux « sections de production correspondant aux diverses catégories sociales de la production ». A cet égard, le législateur, prudent à

l'extrême, et soucieux uniquement de tracer les lignes directrices du système, a laissé sans réponse deux questions intimement liées, à savoir :

— comment naît dans l'individu qui exerce une activité professionnelle la qualité ou l'état de membre de tel ou tel métier ?

— sous quelle forme se présente la « catégorie sociale » comme groupe juridique, à l'intérieur de l'organisation syndicale ?

Ces catégories sont :

les patrons ou donneurs de salaire.

les techniciens et ouvriers qui le reçoivent.

Elles sont à rapprocher de la distinction italienne : « *datori di lavoro* » et « *prestatori di lavoro* ».

Telle est la détermination de cette masse de producteurs qui constitue la Communauté Nationale Syndicaliste; cet ensemble, considéré tantôt comme composé d'entreprises « cellules de production », tantôt comme divisé en sections correspondant aux diverses catégories sociales de la production, sera encadré par les Centrales Nationales Syndicalistes.

ARTICLE 2 — **Les Centrales Nationales Syndicalistes — Syndicats et Fraternités locales (1).**

1°) *les Centrales Nationales Syndicalistes.*

« Les Centrales Nationales Syndicalistes constituent le fond d'encadrement et de discipline, où s'articuleront les intérêts économiques représentés par les Syndicats Nationaux ». Ainsi s'exprime le préambule de la

(1) Le mot espagnol « *hermanadès* » peut être traduit soit par « fraternité », soit par « communauté ». Le mot « fraternité » est celui qui se rapproche le plus de la tradition historique des anciennes corporations de métiers.

loi Syndicale. On ne peut résumer, d'une manière plus nette ni plus saisissante, à la fois le rôle des Centrales Nationales Syndicalistes et leur *position* par rapport aux Syndicats Nationaux.

Si la production espagnole se trouve « canalisée » par des Syndicats Nationaux, les producteurs, sujets de droit, sont, d'après la loi, encadrés, disciplinés par les Centrales Nationales Syndicalistes, et ils le sont « dans les sections respectives aux différentes catégories sociales de la production », c'est-à-dire : donneurs de salaire, donneurs de travail. Dans chaque département, existe ainsi une Centrale Nationale Syndicaliste groupant les représentants des patrons et des ouvriers et placée sous les ordres du délégué provincial des Syndicats de la Phalange.

La Centrale Nationale Syndicaliste, qu'il convient de rapprocher des Comités Inter-Syndicaux Provinciaux italiens, a une double mission :

— en premier lieu, elle doit veiller à l'intervention personnelle de chaque producteur (entrepreneur, technicien ou ouvrier) dans la discipline syndicale « afin que les rapports dans le travail se développent selon l'esprit de justice que lui assigne son statut ». Elle sera donc responsable de l'application des principes posés par la Charte du Travail.

— en second lieu, elle doit, au moyen d'œuvres d'éducation, d'aide sociale et de prévoyance, chercher à obtenir un standard de vie suffisant pour le travailleur. C'est l'aspect social, à proprement parler, de son activité.

L'accomplissement de cette tâche doit se faire sentir, non pas seulement au sein des grandes entreprises industrielles, mais aussi chez les plus petits producteurs, dans les plus petites localités. C'est pourquoi, la Centrale Nationale Syndicaliste d'un département se trouve divisée en organismes locaux : les Syndicats ou

fraternités locales, au sujet desquels la loi n'établit aucune distinction, les désignant toujours comme groupes identiques. Centrales Nationales Syndicalistes, Syndicats et Fraternités locales ont un caractère provincial, c'est-à-dire que leur compétence et leur rayon d'action se manifestent, non par le *métier*, mais par le *territoire* : Province pour la Centrale, localité pour le Syndicat ou la Fraternité locale.

2°) *Les Syndicats et Fraternités locales.*

Ces institutions constituent l'aspect le plus original du Corporatisme Espagnol. Les Fraternités locales existaient déjà, on le sait, au Moyen âge ; elles s'étaient maintenues tant bien que mal, au moins dans certaines localités, perpétuant ainsi la tradition corporative. Le législateur espagnol a eu l'idée d'utiliser les Fraternités locales, de les intégrer à l'ordre nouveau et même de les généraliser, imposant leur création là où elles n'existaient pas auparavant.

Pour réaliser cette œuvre en voie de formation, la loi syndicale a prescrit la constitution, au sein de chaque Centrale Nationale Syndicaliste, d'une commission d'étude appelée *Junte Syndicale* et qui est composée de représentants des catégories sociales de la production.

Le Syndicat ou Fraternité locale, peut être défini : une institution qui accapare l'individu, — patron ou ouvrier — qui l'adhère au Système Corporatif dans le même camp de la production, ordonné en sections ou catégories.

En d'autres termes, cette organisation, au moyen des Syndicats et Fraternités locales, absorbe le patron, le technicien et l'ouvrier, en dehors des associations professionnelles dont la constitution est prohibée. Le caractère unitaire apparaît ici clairement et, de son côté, l'article V de la loi Syndicale précise que « les

Syndicats et Fraternités locales » jouiront de la personnalité juridique comme « corporations de droit public » avec toutes les conséquences qui en découlent (droit d'acquérir, de transmettre, etc...).

Dans leur domaine social, les Syndicats locaux sont donc dotés des mêmes caractères que les Syndicats Nationaux dans leur domaine économique, c'est-à-dire qu'ils constituent comme eux :

— une personne juridique (ou sujet reconnu du droit), en tant qu'ils expriment des intérêts sociaux qui dépassent, par leur extension et leur durée, la vie de l'homme considéré comme individu.

— une personne juridique de caractère public, en tant qu'ils représentent une activité publique de l'Etat (assistance et prévoyance sociales). Ce caractère leur est conféré aussitôt que la Délégation Nationale des Syndicats approuve leurs statuts et qu'ils sont inscrits sur le registre des Syndicats locaux établis par elle.

Chaque Syndicat ou Fraternité locale aura un chef qui dépendra directement de la Centrale Nationale Syndicaliste du département.

Cet ensemble, qui vient d'être exposé, constitue le plan d'organisation sociale du régime corporatif espagnol. Mais ce n'est qu'un plan, et la loi syndicale laisse dans l'ombre plus d'une question essentielle :

— origine et caractère du droit de faire partie des sections du Syndicat ou Fraternité locale.

— mode d'accès à ce droit, façon de l'exercer.

— énoncé des personnes qui doivent former la Junte Syndicale.

— attributions précises de la Junte Syndicale.

3°) *Rôle et attributions des Centrales Nationales Syndicalistes.*

Les Centrales Nationales Syndicalistes, agissant tant par elles-mêmes que par l'intermédiaire de leurs rami-

fications (Syndicats et Fraternités locales), sont dotées d'un rôle à la fois social et régulateur, précisé par l'article 16 de la loi syndicale.

Du point de vue social — le plus important — les fonctions suivantes sont dévolues aux Centrales Nationales Syndicalistes :

- établir, au moyen de règles précises, la discipline sociale des producteurs suivant des « principes d'unité et de coopération » (principes corporatifs).

- concilier les conflits individuels du travail, le recours à leur juridiction étant préalable et obligatoire avant toute intervention de la Magistrature du travail.

- veiller et participer au fonctionnement des institutions établies en matière de placement, coopération, prévision, crédit. Ce sont, d'une façon générale, toutes les institutions fondées dans un but d'aide et de prévoyance sociales et qui, fonctionnant dans un cadre local, se trouveront placées sous le contrôle et l'autorité des Syndicats et Fraternités locales.

- permettre un perfectionnement professionnel, que l'on peut concevoir sous la forme d'examens professionnels, d'ateliers d'apprentissage.

Du fait que la Centrale Nationale Syndicaliste a, seule, le privilège de représenter légalement les producteurs du département, son rôle régulateur s'exerce à travers toute la circonscription territoriale et selon différentes modalités :

- répartir judicieusement la main-d'œuvre à l'intérieur du département.

- fournir tous les éléments nécessaires à l'établissements des statistiques relatives aux conditions du travail et de la production, à la situation du marché, et, plus généralement, à tous les facteurs de caractère économique et social susceptibles d'éclairer les décisions du Gouvernement. Celui-ci peut ainsi se rendre compte, à un moment donné, de la situation exacte de

chaque département, pour autant que les données statistiques le permettent. Il semble que la science statistique — condition préalable de toute répartition équitable du travail — doive jouer un rôle officiel en Espagne, comme d'ailleurs en Italie.

Enfin, les Centrales Syndicalistes devront « orienter et surveiller les Syndicats locaux » qui, dans le domaine social, compléteront l'œuvre accomplie par les Syndicats Nationaux dans le domaine économique.

L'énumération de ces différentes fonctions est-elle limitative ? Non, car il appartient à chaque Centrale Nationale Syndicaliste de remplir, dans son domaine, « toutes les autres fonctions définies par le Commandement National ».

En résumé, la loi syndicale confère aux Centrales Nationales Syndicalistes un pouvoir régulateur qui leur permet d'intervenir dans la réglementation des conditions du travail, de représenter et discipliner tous les producteurs dans la sphère de leur compétence sociale, que ceux-ci soient, ou non, inscrits dans les Syndicats ou Fraternités locales.

§ 3. — LA DÉLÉGATION NATIONALE DES SYNDICATS DE LA PHALANGE

L'aspect économique et l'aspect social de la loi syndicale étant ainsi approfondis, il fallait prévoir un organisme supérieur destiné à coordonner, à surveiller l'ensemble des activités en chacun de ces deux domaines, lesquels se compénètrent et se complètent l'un l'autre au sein de l'Etat.

Ce fut : la Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange, dont il a déjà été question, à propos de la loi d'Union Syndicale. Elle eut, à cette époque, un rôle précurseur — analogue à celui dévolu, par la loi italienne du 20 mars 1930, au Conseil National des

Corporations — puisque ce fut elle qui élaborait la loi de base de l'organisation syndicale.

Lors de la promulgation de cette loi, sa mission, loin d'être terminée, ne fit que commencer, car elle vit ses prérogatives confirmées et ses pouvoirs fortement accrus : la loi prescrit que la coordination des efforts parallèles des Syndicats Nationaux et des Centrales Nationales Syndicalistes incombe à la Délégation Nationale des Syndicats, à qui, par conséquent, se trouve confiée la « direction de la Communauté Nationale Syndicaliste et de tous les services politiques, économiques et sociaux de l'Espagne ». Ainsi se trouve affirmée la compétence de la Délégation Nationale des Syndicats, qui exerce des « fonctions *ordonnatrices* à travers les Syndicats Nationaux et les Centrales Nationales Syndicalistes, dans les différents secteurs territoriaux » (article 2 de la loi syndicale).

Ces fonctions *ordonnatrices* se manifestent sous différentes formes, dont la plus importante a consisté dans le classement des Syndicats Nationaux : c'est la Délégation Nationale des Syndicats qui a été chargée, par la loi du 6 décembre 1940, d'effectuer ce travail, dont l'aboutissement a été la loi précitée du 23 juin 1941.

De plus, les statuts des Syndicats et Fraternités locales doivent être approuvés par elle ; quant à ceux des grands Syndicats Nationaux, s'ils n'entrent en vigueur qu'approuvés par la Direction Générale du Mouvement Phalangiste, cette approbation n'a lieu que sur rapport de la Délégation Nationale des Syndicats (article 11).

Enfin, cet organisme supérieur est appelé à donner son avis au sujet de la nomination du chef de chaque Syndicat National, ainsi que des membres de la JUNTE CENTRALE SYNDICALE.

Au sein de chaque département, la Délégation Nationale des Syndicats est représentée par la Délégation

Départementale des Syndicats de la Phalange, ayant à sa tête un délégué départemental de l'autorité de qui dépendent *à la fois* la Centrale Nationale Syndicaliste et le Conseil Syndical de la Province.

La loi tient à préciser, dans son article 14, que les Délégations Syndicales de Zone Economique (sections des Syndicats Nationaux), se trouvent sous l'autorité de la Délégation Départementale des Syndicats, mais cela va de soi, puisque c'est justement la réunion des directeurs de ces délégations, qui constitue le Conseil Syndical de la Province.

Au surplus, la Délégation Départementale des Syndicats doit veiller à la constitution, au sein du département, des Syndicats et Fraternités locales, constitution dont elle devra rendre compte à la Délégation Nationale des Syndicats.

Tel est le rôle ordonnateur de la Délégation Nationale, tel qu'il résulte du strict examen de la loi syndicale.

Mais, vu la généralité des termes (direction de *tous* les services politiques, économiques et sociaux), il résulte de l'esprit de la loi, qu'une infinité d'autres fonctions lui seront dévolues et que, dans ce but, elle aura un droit de regard sur l'ensemble des activités économiques et sociales qui se manifestent à travers la nation :

— activité des Syndicats Nationaux aux fins d'accroissement et du perfectionnement de la production.

— activité des associations syndicales prises en général, en matière d'application des principes contenus dans la Législation Syndicale et la Charte du Travail : assistance et prévoyance sociales.

— rapports entre les Centrales Nationales Syndicalistes et les Syndicats Nationaux.

— rapports des Syndicats Nationaux entre eux.

— encadrement des catégories sociales de la production par les Syndicats et Fraternités locales.

— propositions de lois et établissement de règles ayant pour objet la réglementation de la production et du travail.

— institution du « Service du Travail » en Espagne, sur le modèle du Service du Travail Allemand car, comme l'a dit un commentateur espagnol : « Notre authentique front du travail, c'est la Délégation Nationale des Syndicats ». Le rôle essentiel joué par cet organe dans l'ensemble de l'économie espagnole mérite d'être souligné, car il lui appartient de relier entre elles les activités des Syndicats Nationaux et des Centrales Nationales Syndicalistes, de faire part au Gouvernement des désirs et besoins de chacun d'eux, de transmettre enfin et faire exécuter les décisions gouvernementales, tant en matière économique qu'en matière sociale.

L'Etat veut, par là, inspirer et diriger les activités des groupes de producteurs, ainsi que le perfectionnement de la production ; ce sont des buts nécessaires à la finalité supérieure de l'Etat (aspect social et moral) et à la prospérité économique de la nation (aspect matériel). Le caractère public de ces buts est déterminé par l'intérêt que possède l'Etat lui-même à les voir atteints, afin d'obtenir la réalisation effective de la Communauté Nationale et Corporative. Il ne faut pas oublier que l'Etat assigne ces fins à l'organisation Syndicale Espagnole qui, de ce fait, participe à l'accomplissement des fonctions essentielles de l'Etat. Cette conception, à la fois politique et économique, se trouve résumée dans la formule : « le Syndicalisme devient la forme politique de toute l'économie espagnole ».

CHAPITRE V

L'ENTREPRISE DANS LE CORPORATISME ESPAGNOL

L'un des aspects les plus intéressants de la loi syndicale est la façon dont elle établit la position de l'entreprise dans l'organisation du régime, intéressant parce que, de cette loi, se dégage la considération de l'entreprise comme noyau et cellule primaire de l'ensemble des Syndicats Nationaux dont il vient d'être question. Ces Syndicats Nationaux ayant été définis « Instrument subordonné au Parti, au service de l'Etat », il en sera de même de l'entreprise, puisqu'elle même est soumise au Syndicat National dont elle fait partie. Déjà, des lois antérieures avaient laissé prévoir cet état de dépendance étroite, imposé à l'entreprise dès sa naissance. Un décret du 20 août 1938 stipule, en effet, que la création de nouvelles industries, le développement et la transformation d'industries déjà existantes seraient soumises à une autorisation spéciale et préalable du Ministre de l'Industrie et du Commerce. Il est intéressant de relever, dans l'exposé des motifs, le but de cette exigence légale, qui est de « surveiller la production et le développement de l'industrie, en raison du préjudice que pourrait entraîner pour l'économie du pays une liberté absolue en la matière ».

Par ailleurs, une loi du 1^{er} septembre 1939 avait institué les Conseils de saisie relatifs à certaines entre-

prises vitales : Industries de guerre, sociétés industrielles, minières ou de communication. Celles d'entre elles qui interrompent leur exploitation pour une raison quelconque, doivent faire part de leurs intentions, avec un préavis de deux mois au moins, au ministre intéressé. Bien entendu, ce préavis ne peut-être exigé en cas de faillite de la société, ou de suspension pure et simple des paiements. Saisi du préavis d'interruption, le Conseil des Ministres peut décider la poursuite du travail et la nomination d'un *Conseil de saisie* qui dirigera l'entreprise et qui fonctionnera jusqu'à ce que celle-ci ait été réorganisée. Si l'entrepreneur (patron ou société) renonce définitivement à l'exploitation, le Gouvernement décide de la fermeture de l'entreprise ou de la continuation de son activité. En vertu de cette loi, l'Etat se substitue donc à l'initiative individuelle dans l'hypothèse où celle-ci est défailante, ce qui est une exception.

Dans le cas normal, le chef de l'entreprise en conserve la direction, mais « il est responsable de l'exécution des normes syndicales, en plus de sa responsabilité supérieure devant l'Etat » (article 7). Ainsi se trouve affirmée nettement la subordination de l'entreprise au Syndicat d'abord, à l'Etat ensuite.

La loi syndicale rappelle en outre les prescriptions de la Charte du Travail, spécifiant que le chef d'entreprise sera assisté des éléments de son personnel, lesquels seront désignés selon le règlement syndical. Il y a là une analogie certaine avec le Conseil consultatif de l'entreprise allemande, alors que, par contre, au Portugal, l'article 15 du Statut du Travail National décide que le travailleur n'a aucun droit à la direction, au contrôle ou aux profits de l'entreprise (1).

(1) Les Comités sociaux d'établissements institués par la Charte du Travail française, ne peuvent exercer aucune immixtion dans la conduite et la gestion de l'entreprise (Loi du 4 octobre 1941, art. 24).

Dans le corporatisme Espagnol, l'entreprise est considérée comme une unité de production, destinée à la satisfaction des intérêts de la communauté nationale.

Distribution de richesse productive : tel est le but essentiel auquel doit répondre toute entreprise. Cette distribution se divise elle-même en un certain nombre de facteurs que la Charte du Travail avait énumérés et qu'il convient de rappeler brièvement :

— Juste intérêt du capital, sans lequel l'entreprise ne peut subsister.

— Formation de réserves, sans lesquelles une conjoncture économique défavorable détruirait l'entreprise.

— Perfectionnement de la production, qui est d'un intérêt fondamental pour la communauté économique et dont la satisfaction profite à tous les éléments de l'entreprise.

— Enfin, amélioration du travail et des conditions de vie des travailleurs, ce qui constitue un idéal de justice sociale, en vue d'une distribution la plus équitable possible de la richesse productrice.

Avant toute chose, le travailleur perçoit un salaire (qui est préféré au bénéfice même de l'entreprise) ; comme, d'autre part, la rétribution du travailleur sera au minimum suffisante pour assurer à celui-ci et à sa famille une vie morale et digne, il en résultera effectivement une distribution de richesse productive, si, au salaire, s'adjoint une portion des bénéfices de l'entreprise, destinée à l'amélioration des conditions de la vie (1).

(1) Selon la Charte du Travail française (art. 54), les éléments constitutifs du salaire sont les suivants :

- salaire minimum vital, fixé par le gouvernement ;
- rémunération correspondant à la qualification professionnelle ;
- suppléments tenant compte des aptitudes personnelles, du rendement ;
- suppléments pour charges de famille.

Avec de tels antécédents, la loi d'organisation syndicale stipule, dans son article 7, que « Les diverses catégories sociales de la production qui participent à une entreprise, iront s'intégrer dans une communauté de buts et d'intérêts, établie sur la base des principes de loyauté et d'aide mutuelle au service de la Patrie ».

L'entreprise est donc une unité qui n'est ni définitive, ni abstraite ; elle n'est constituée ni par le chef d'entreprise, ni par les ouvriers, ni par les techniciens seuls, mais elle peut-être considérée comme :

1°) Physiquement intégrée par les catégories sociales de la production : C'est l'encadrement dans le *syndicat local*.

2°) Entité unitaire et représentative d'un intérêt économique qui lui est propre : c'est l'encadrement dans les *syndicats nationaux*.

Face à l'entreprise, les organisations syndicales prises en général ont :

Une fonction *sociale* : Contrôle de l'exécution des règlements du travail à l'intérieur de l'entreprise.

Une fonction *technique* : dans les discussions sur l'outillage, l'organisation et la répartition du travail.

Une fonction *économique* : droit de connaître la marche de l'entreprise en consultant les livres de comptes, bilans, etc...

En reliant ainsi entre eux les préceptes de la Charte du Travail et de la Loi d'Organisation Syndicale, on éclaire le concept de l'entreprise du point de vue économique, ainsi que la nature des relations qui doivent se développer en son sein entre les éléments ou catégories sociales de la production. A cet égard, la loi syndicale paraît incomplète. Elle suppose et annonce une réglementation postérieure ; ce sera l'objet des Règlements Nationaux du travail. Ainsi se dessine la ligne verticale d'organisation des syndicats

qui part de l'entreprise envisagée comme « cellule primaire » de l'économie espagnole.

Cette considération, qui fait de l'entreprise le noyau unitaire, est la consécration par la loi, du point n° 2 de la 8^e déclaration de la Charte, qui la définit comme l'unité productrice, ordonnatrice, des éléments qui la composent. La Législation Espagnole est, en ce sens, plus précise que la Législation Italienne ; sans doute le 7^e point de la Carta del Lavoro détermine, d'une manière parfaite, la reconnaissance de l'initiative privée, sous réserve de sa responsabilité devant l'Etat (de même que la déclaration VIII, 3°, et la déclaration XI, 4° de la Charte Espagnole). Cependant, la position de l'entreprise italienne dans l'organisation corporative, a rendu nécessaire une déclaration légale postérieure dans l'article 22 du décret du 1^{er} juillet 1939, aux termes duquel les associations syndicales ne peuvent faire aucune ingérence dans la direction administrative, technique et commerciale des entreprises qui la composent, sans leur consentement.

Par contre, apparaît très clairement la concordance des points 4 et 7 de la Déclaration III de la Charte du Travail Espagnol avec les articles 1 et 2 de la loi sur le régime du travail national allemand du 20 janvier 1934. L'article 1^{er} de cette loi stipulant que, dans l'entreprise : « travaillent de concert pour la réalisation de leurs fins et pour le bien de la Nation et de l'Etat, le chef d'entreprise, en tant que Fuehrer, et ceux qui dépendent de lui en tant que personnel (gefolge) » et l'article 2, déterminant, de son côté, qu'il appartient au chef d'entreprise de décider de toutes les affaires de celle-ci, de *concert avec son personnel*.

Le système allemand repose entièrement sur le critérium de l'entreprise conçue comme une unité qui comprend le chef d'entreprise et les ouvriers, tous englobés sous la dénomination de « travailleurs ».

Il convient de remarquer que non seulement dans le National Socialisme, mais dans tous les systèmes totalitaires, le mot Travail exprime toujours la fonction et comprend aussi bien les chefs d'entreprise que les ouvriers, contrairement au langage courant, qui a tendance à établir le rapport : Travail — Ouvrier.

Le National Syndicalisme a donc bien un point commun avec le National Socialisme : La même conception de l'entreprise dans ses trois principes fondamentaux à savoir :

1°) Le principe du Chef qui, dans le système allemand, trouve sa source dans la doctrine de GIERKE traitant du contrat germanique de fidélité et service, les « Comitatus » et « Gefolge » allemands rappelant la *Dévotio ibérica* (lien de fidélité).

2°) Le principe de communauté « *Gemeinschaft* » qui constitue l'armature du III^e Reich, comme du nouvel Etat Espagnol, et qui a des rapports étroits avec le principe du Chef.

3°) Le principe de la fonction « Travail » comme figure juridique contractuelle de base *associative* au lieu de base d'échange (1).

(1) Etude de la Commission pour le droit du travail constituée en 1934 au sein de l'Académie de Droit Germanique.

CHAPITRE VI

LA LÉGISLATION SOCIALE ET LES RÈGLEMENTS DU TRAVAIL

La société doit être considérée, du point de vue matériel, comme une communauté productrice, dont les membres, loin d'avoir des intérêts opposés qui les poussent à d'inévitables luttes de classes, sont unis par une finalité commune, à savoir : la satisfaction des nécessités de tous, dans la mesure où le permettent les possibilités de chacun.

L'Etat Espagnol est l'unique source de l'ordre social et le promoteur des modifications que les circonstances politico-économiques de chaque moment exigent dans sa structure. Tel est le climat dans lequel est née la nouvelle législation sociale espagnole.

§ 1^{er}. — **LES RÈGLEMENTS NATIONAUX DU TRAVAIL ET LEURS ANTÉCÉDENTS : LES CONTRATS COLLECTIFS DU TRAVAIL.**

La liquidation de l'époque grémiale, commencée en France par l'Edit de Turgot de 1776 et en Espagne par les Cortès de Cadix, conduisit les relations du travail dans une phase purement privée et civiliste. Dans la législation Riveriste (code du travail du 23 août 1926)

et, plus tard, dans la loi républicaine du 21 novembre 1931 le contrat de travail, axe central des relations du travail, est considéré comme un contrat spécifiquement distinct de la prestation de services (*locatio, conductio operis et operarum*). Il est hors de propos, cependant, de parler des antécédents des Règlements Nationaux dans cette époque libérale où les relations du travail présentent un caractère privé et individualiste.

Au courant corporatif avait succédé, fin du XVIII^e, début du XIX^e siècle, un courant fortement individualiste, et c'est seulement quand fut levée la prohibition des associations ouvrières en Angleterre en 1824 — mouvement suivi par les révolutions de 1848 en Allemagne et en France, et par celle de 1869 en Espagne — que surgit « le fait syndical » et, avec lui, les précédents du contrat collectif du travail, qui, du point de vue idéologique, est éloigné, mais qui, du point de vue historique, est proche des règlements modernes du travail. Au fur et à mesure que les associations professionnelles prennent force et vigueur, le contrat de travail va perdant la tendance individualiste qui le caractérisa pendant tout le XIX^e siècle, et la tendance collectiviste d'esprit socialisateur va s'affirmant, pour aboutir à l'obligation, pour le patron et l'ouvrier, de soumettre les stipulations du contrat individuel aux règles établies par le contrat collectif. Ce serait dépasser le cadre de cette étude que d'analyser systématiquement le régime du contrat collectif et des relations du travail au Portugal, en Italie ou en Allemagne. Il convient seulement de rappeler à ce propos, que, dans le régime corporatif portugais — le plus souple de tous — la rémunération et les conditions du travail sont fixées par des contrats *individuels et collectifs*, et qu'elle varie librement sous réserve des limitations imposées par la loi ou les règlements corporatifs.

Dans la conception allemande, tout à fait différente,

le contrat de travail n'est plus un contrat librement débattu entre employeurs et employés (contrat individuel) ou conforme aux conditions générales arrêtées entre organisations professionnelles (contrat collectif) : les modalités d'emploi sont réglées par acte d'autorité du chef d'entreprise, sous le contrôle des Commissaires du Travail.

En Italie, des raisons historiques ont amené le Gouvernement à appeler les anciens syndicats — éléments de choc et de lutte — à l'œuvre de reconstruction de la Patrie ; en conséquence, leur instrument : le contrat collectif de travail, a été maintenu ; aux termes de la déclaration IV de la Carta del Lavoro, « la solidarité des divers facteurs de la production trouve son expression concrète dans le contrat collectif de travail », lequel est souvent préparé par le conseil d'administration de la corporation et s'applique à tous les membres des syndicats correspondants.

En Espagne, ces mêmes raisons historiques — agissant en sens contraire de ce qui s'était produit en Italie — amenèrent l'Etat à supprimer, d'une façon radicale, les prérogatives des anciennes associations professionnelles, abolissant tout ce qui, de près ou de loin, rappelait leur activité, et, notamment, les contrats collectifs lesquels, bien que constituant les antécédents les plus proches des Règlements Nationaux, n'ont avec eux rien de commun.

Par contre, le régime corporatif espagnol du Général PRIMO DE RIVERA comportait l'existence, dans le domaine de la réglementation du travail, des Comités Paritaires. Il serait intéressant de les rapprocher des règlements modernes du travail.

A l'époque de la dictature Rivériste, les bases des relations du travail ont toujours été les pactes ou accords des divers groupes ou syndicats. Si l'Etat intervenait faiblement, au moyen du fonctionnaire qui prési-

dait les Comités Paritaires, cette intervention n'enlevait pas aux relations du travail leur caractère contractuel. Au contraire, dans les Règlements modernes, le caractère impératif de la Norme édictée par l'Etat, élimine tout élément contractuel. Le décret du 26 novembre 1926, créateur des Comités Paritaires, reflétait un jugement plus humain, voire même plus démocratique que les expériences tentées quelques années auparavant par d'Annunzio, à Fiume, puis par Mussolini. En vertu de ce décret-loi, toutes les associations professionnelles ne se bornaient pas à proposer les candidats destinés à siéger au sein des Comités Paritaires, mais les éliaient.

L'activité du pouvoir public se réduisait à nommer le président du Comité Paritaire, pour trancher les litiges au cas où il n'y aurait pas accord unanime entre les parties. De plus, afin de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des individus, et plus spécialement des consommateurs, le Ministère du Travail avait un droit de contrôle sur les accords conclus. Il convient de rappeler que la loi du 27 novembre 1931 régularisa les Comités Paritaires, qui devinrent les Jurys mixtes professionnels.

Les fonctions attribuées aux Comités Paritaires, comme aux Jurys mixtes, étaient bien distinctes de la fonction réglementaire que la Charte réserve aujourd'hui à l'Etat, au moyen des Règlements du travail. Le contrat collectif, dont les stipulations étaient approuvées par les Jurys mixtes, s'analysait comme norme régulatrice autonome, de caractère privé, sans intervention directe de l'Etat ; outre une partie spécifiquement normative, il comportait toujours — chose contraire à l'esprit des règlements modernes — un chapitre constitué par les obligations que les parties assumaient en vertu de l'adhésion contractuelle.

§ 2. — DÉFINITION ET CONCEPT DES RÈGLEMENTS NATIONAUX DU TRAVAIL

Il s'agit exclusivement ici des Règlements Nationaux, laissant volontairement de côté les règlements intérieurs de chaque entreprise, nés de l'initiative de chaque entrepreneur dans les cadres réglementaires. Leur existence et leur légitimité sont implicitement reconnues dans la déclaration VIII de la Charte du Travail, et tous les Règlements Nationaux publiés jusqu'à présent l'ont non seulement admis, mais encore ont fixé aux entreprises un terme pour la rédaction desdits règlements intérieurs.

Aucune définition des Règlements Nationaux n'est plus authentique ni plus autorisée que celle donnée par la loi organique qui elle-même les créa. Dans la déclaration III, la Charte les définit comme les bases fixées par l'Etat pour la réglementation du travail, suivant un principe d'aide et d'assistance mutuelles qui doit dominer toutes les relations entre travailleurs et patrons. Il convient d'approfondir cette définition, en examinant brièvement l'origine des Règlements Nationaux, leur forme, leur contenu, leur but immédiat.

a) *L'origine* ou cause efficiente des Règlements Nationaux, c'est l'Etat lui-même. Le nouvel Etat Espagnol en effet, jaloux de ses prérogatives, s'est réservé pour lui-même le droit d'édicter ces Règlements Nationaux. Droit et aussi devoir de tout Etat qui se dit « recteur suprême de l'Economie Nationale », protecteur du bien être public, défenseur des droits et privilèges de tous ceux qui coopérèrent à ce bien être par leur travail, leur capital ou leur intelligence.

Dans ce travail réglementaire, l'Etat admet néanmoins des collaborateurs.

-- collaborateurs techniques, provenant des spécia-

listes de chaque industrie, et qui sont invités à produire leur rapport conformément à l'ordre du 21 avril 1938.

— collaborateurs économiques, grâce à l'intervention des organisations syndicales (Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange), intervention que la loi de base du 6 décembre 1940 a esquissée dans son article 18 (qui précise le 5^e point de la déclaration III de la Charte).

— collaborateurs juridiques, constitués par le Service de Réglementation du Travail de la Direction Générale du Travail, en sa qualité d'expert en la matière.

b) *la forme* des Règlements Nationaux réside dans *l'action déterminante de l'Etat* (« l'Etat fixera les bases... ») : c'est donc une forme essentiellement coercitive et impérative ; les normes auxquelles les parties doivent se soumettre ne sont pas comparables à celles du contrat collectif ; ce ne sont pas non plus de simples actes administratifs, mais bien des actes d'autorité du Pouvoir Central qui, du point de vue constitutionnel, sont analogues aux lois et décrets.

La procédure d'application des Règlements Nationaux n'est encore déterminée par aucune loi.

c) *la matière* et le contenu des Règlements Nationaux nous sont donnés par le 4^e point de la déclaration III qui vise : la prestation du travail, sa rémunération, les devoirs réciproques de loyauté, d'aide et d'assistance de la part des chefs d'entreprise, et ceux de fidélité et de subordination de la part du personnel. Bref toutes les relations, si nombreuses soient-elles, qui peuvent exister entre travailleurs et entrepreneurs, que ces relations soient d'ordre juridique, social ou économique, ressortent de la compétence des Règlements Nationaux. En d'autres termes, les ordres des Règlements Nationaux constituent la loi obligatoire du travail qui doit être établie en conformité rigoureuse avec ceux-ci. L'analyse des divers Règlements Natio-

naux, promulgués jusqu'à présent, se révèle comme suit :

— un chapitre préliminaire rappelle la compétence des Règlements Nationaux et la responsabilité de l'entreprise devant l'Etat.

— le corps du Règlement consiste dans l'étude des relations du travail sous leur double aspect, selon que l'on considère soit l'entreprise, soit l'ouvrier.

. Du côté de l'entreprise, certains chapitres relatifs au personnel, traitent du devoir de loyauté en matière de salaires et d'heures de travail. D'autres étudient les questions suivantes : embauchage, avancement, heures supplémentaires, congés, maladies, indemnités, dont l'ensemble constitue le devoir d'assistance et de protection. Du côté de l'ouvrier, le règlement envisage le devoir de fidélité et de subordination, concrétisé dans le chapitre relatif aux fautes, sanctions et récompenses.

d) *l'objet immédiat* des Règlements du Travail réside dans la réglementation du travail, dans un but de justice sociale — prémices de la paix sociale — but qui doit être également celui de « toute activité individuelle de l'homme, de toute activité publique de l'Etat ».

Cette étude sommaire éclaire, dans sa nouveauté juridique, l'œuvre créatrice des Règlements Nationaux du travail. Aujourd'hui donc, l'Etat Espagnol règle souverainement les relations du travail qui sont élaborées au sein de la Délégation Nationale des Syndicats ; de plus, à l'intérieur du Ministère du Travail, naissent de nouveaux organes répondant sinon à des besoins nouveaux, du moins à des critères récents : Tels sont, par exemple, la Direction Générale de Juridiction, les services de la Réglementation du Travail et de l'Inspection à l'intérieur de la Direction Générale du Travail. Ce sont ces services qui sont chargés de mettre au point et de publier les Règlements Nationaux du Travail.

Enfin, pour connaître des conflits qui peuvent surgir

à propos de leur application (non observance, par une entreprise, de telle ou telle prescription des Règlements), un décret antérieur du 13 mars 1938, qui supprima les Jurys mixtes, porta création de la Magistrature du travail, fonctionnant dans le cadre provincial. Les magistrats du travail sont nommés par le Ministre du Travail. Ils tranchent souverainement les litiges individuels, mais peuvent recueillir l'avis de trois experts choisis sur une liste présentée par le délégué syndical de la province. Ainsi, peu à peu, se réalise la promesse faite par la Charte du Travail aux producteurs (déclaration III) et lorsque la Charte parle au futur « L'Etat fixera les bases... », ce futur s'est converti pour beaucoup d'industries en un passé fécond. C'est ainsi que l'Etat a déjà fixé les bases pour la réglementation du travail dans les industries sidérurgiques et métallurgiques, la banque, les services composant l'industrie ferroviaire, les docks dans les ports, les entreprises d'hôtellerie, de conserves de poisson. Dans un prochain avenir, les industries textiles, des ciments, des sucres et alcools, feront également l'objet de règlements du travail, dont l'étude préparatoire est presque terminée.

§ 3. — LE SERVICE DU TRAVAIL

Il y a diverses manières de comprendre l'objet du service du travail, selon la nation où il est constitué ; pour ne prendre que l'exemple de la France — pays où le facteur agricole est le plus important — on a institué le service civique rural. Il serait inutile de copier littéralement — ceci est valable aussi bien pour l'Espagne que pour la France — le service du travail créé en Allemagne ; ce serait une idée vaine que de tenter l'adaptation au tempérament dit « LATIN » du moule germanique, d'essence Nordique.

D'une façon plus pratique, il faut chercher dans la

conception traditionnelle du travail et dans l'unité du destin de tous les Espagnols, les racines fondamentales du devoir social. Toutefois, indépendamment des différences raciales, le concept étatique du service social, sa substance créatrice, est identique dans tous les Etats totalitaires, et, comme la Charte du Travail le préconise « le travail... s'accomplit avec héroïsme, désintéressement, abnégation et le ferme propos de contribuer au bien supérieur représenté par l'Etat » (déclaration I, 7^e point). Le service du travail allemand parvient aux mêmes fins par des moyens différents.

Dans la conception totalitaire, on ne recherche pas, dans le travail, une utilité simplement économique, mais une utilité spirituelle, faisant ressortir la dignité, l'orgueil du travailleur convertissant en une réalité substantielle ce que certains ont appelé « la poésie du travail » : Cette poésie que les hommes du Moyen âge avaient en eux lorsqu'ils considéraient qu'en travaillant, ils collaboraient à l'œuvre du créateur.

ARTICLE 1^{er}. — **But essentiel du Service du Travail.**

Le but essentiel du service du travail est de parvenir à l'unité physique et spirituelle des Espagnols en leur inculquant le désir pratique d'aider l'Etat. C'est donc un but éducatif. Cette unité doit s'obtenir au moyen de la compréhension mutuelle des membres de la nation qui, jusqu'à ce jour, vivaient séparés, compartimentés par classes, professions, et surtout par partis.

Il faut arriver à cette union, à cette entente, en faisant sentir à chacun les vérités pratiques suivantes :

— aux classes ouvrières les plus modestes, que les élites sont aptes à accomplir ce qu'elles-mêmes font avec un certain entraînement.

— aux classes cultivées, que l'apprentissage d'un métier qualifié demande du temps et des aptitudes spéciales.

Ainsi, tout individu apte à exercer une profession, éprouvera la dignité que revêt le travail de chacun, quel qu'il soit, le respectera et l'appréciera. Ceci du point de vue idéologique ; du point de vue pratique, l'Espagne trouvera une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse pour sa reconstruction.

ARTICLE 2. — La Délégation Nationale des Syndicats et le Service du Travail.

Ses attributions multiples et variées mises à part, la Délégation Nationale des Syndicats constitue un véritable « Front du Travail ». Elle a mis sur pied le service du travail, en instituant une « CENTURIE » qui constitue un organisme d'essai. Les résultats de l'expérience seront enregistrés, pour généraliser le service du travail à travers l'Espagne.

Les activités de la centurie seront basées sur les principes suivants, posées par la Délégation Nationale des Syndicats :

1°) Le service du travail tend à obtenir l'unité des Espagnols, sans distinction de classes, chacun travaillant manuellement, pendant une période déterminée, dans une tâche d'objet national.

2°) Le but immédiat du service du travail est le relèvement de la notion « travail », ne cherchant pas simplement, une utilité économique, mais tendant à transformer en réalité vivante « le poème du travail ».

3°) L'anoblissement du travail s'obtiendra avec des chefs capables, chacun coopérant spontanément à l'œuvre de production, conscient de son importance, jouissant d'une vie saine, d'un salaire juste et d'une garantie efficace d'œuvres de prévoyance (1).

(1) N. B. Les termes employés ne correspondent pas toujours à la traduction littérale car il est un peu près impossible de restituer la pensée espagnole avec des mots français.

CHAPITRE VII

LE CORPORATISME EN FRANCE ET EN ESPAGNE

Comme en Espagne, les réalisations corporatives françaises sont d'inspiration nettement étatique. Par les deux lois des 16 août 1940 et 10 septembre 1940, le Gouvernement s'est assuré la mainmise directe sur l'ensemble de l'économie française.

En vertu de la première de ces lois, les groupements généraux qui rassemblaient à l'échelon national les syndicats patronaux et ouvriers, sont dissous, alors que ces syndicats eux-mêmes ne le sont pas, à moins que leurs tendances ne soient nettement hostiles à l'œuvre actuellement entreprise. D'autre part, chaque branche d'activité industrielle ou commerciale pour laquelle une organisation semble nécessaire, est dorénavant dirigée par un comité dit « d'organisation », composé de membres nommés par décret.

Il est chargé, notamment, d'effectuer le recensement des moyens de production, des stocks, de la main-d'œuvre des entreprises relevant de son autorité. Il organise l'achat, la répartition des matières premières, arrête les programmes relatifs à la fabrication (qualité des produits), aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre ; il prend des mesures tendant à régulariser la

concurrence, propose les prix aux autorités publiques compétentes. Ces pouvoirs sont comparables à ceux des Syndicats Nationaux espagnols, mais les comités d'organisation, issus des nécessités du moment, ne sont pas, comme eux, intégrés dans une organisation syndicale d'ensemble. Les décisions de ces comités, au sein desquels siège un Commissaire du Gouvernement, ne sont définitives qu'après approbation ministérielle.

La loi du 10 septembre 1940 porte création d'un Office Central de répartition des produits industriels. Cet Office est divisé en sections, comprenant un répartiteur et un comité consultatif, tous nommés par arrêté ministériel et assistés d'un Commissaire du Gouvernement. Ces sections sont dotées de pouvoirs étendus relatifs à l'acquisition, à la répartition, au stockage, à la vente des produits dont elles ont la charge. C'est ainsi qu'elles peuvent fixer librement l'utilisation qui sera faite de certains produits, obliger les producteurs à écouler leurs marchandises à des personnes déterminées, dans des conditions déterminées, équilibrer les prix au moyen de la taxation. Enfin, aucune fabrication ne peut être entreprise sans leur agrément.

Ainsi, au sein de chaque branche de production (comités d'organisation), pour chaque production industrielle (sections de l'Office Central de Répartition), le Gouvernement règle souverainement l'activité économique de chaque producteur.

Ces institutions, provisoires (article 2 de la loi du 16 août 1940), et uniquement adaptées aux circonstances, ne permettent pas de préjuger de l'aspect que présentera l'organisation Corporative française, qui n'est fixée que dans deux domaines particulièrement propices : l'agriculture et la pêche.

I. L'AGRICULTURE :

La loi du 2 décembre 1940 vise l'organisation corporative de l'agriculture, qui a pour objet « de promouvoir

et de gérer les intérêts communs des familles paysannes dans le domaine moral, social et économique ». C'est donc la famille et non l'individu, qui constitue la cellule de la Corporation Agricole, comportant trois échelons :

a) à la base, le *syndicat agricole local*, à cadre communal ou intercommunal, présidé par un syndic et qui, comme tout organe corporatif, groupe aussi bien les propriétaires exploitants et chefs d'exploitation, que les salariés.

Des commissions paritaires, fonctionnant au sein du syndicat agricole local (ou de l'ensemble de plusieurs syndicats locaux), auront pour tâche d'établir des règlements concernant le régime du travail, les conditions juridiques d'exploitation du sol, les rapports professionnels des membres, non pas seulement du syndicat, mais de toute la profession.

b) les syndicats locaux sont groupés dans l'*Union Corporative Régionale*, présidée par un délégué régional assisté d'un conseil de 12 membres au plus. Délégués et membres du Conseil sont nommés par le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sur proposition de l'assemblée générale des syndics.

L'Union Corporative Régionale a capacité pour régler toutes les questions concernant la vie et le travail rural (assistance et prévoyance sociales, apprentissage, conditions d'hygiène, etc.), ainsi que les questions relatives à la discipline et à l'honneur de la profession. C'est également à elle qu'il appartient d'homologuer et d'unifier les règlements édictés par les Syndicats Agricoles locaux.

c) la réunion des délégués des unions corporatives régionales constitue le *Conseil National Corporatif Agricole*, qui coordonne les activités des Unions Régionales, toutes les décisions de celles-ci étant soumises à son agrément.

En outre, à l'échelon national, mais relevant du Conseil National Corporatif, fonctionnent des groupes spécialisés pour diverses productions ou catégories de production dont l'importance le justifie. Ces groupes spécialisés, composés de délégués émanant de l'organisation syndicale et corporative, sont dotés d'attributions essentiellement économiques : organisation de la production, questions relatives à la vente, aux débouchés, aux prix, participation, au sein des comités interprofessionnels, à l'élaboration de règlements interprofessionnels destinés à assurer l'équilibre des marchés et des prix.

Les fonctions économiques dévolues à ces groupes spécialisés sont exercées par les Unions Régionales au cas où ceux-ci ne seraient pas constitués dans telle ou telle catégorie de production.

Le contrôle gouvernemental sur l'ensemble de cette organisation est très étroit : un Commissaire du Gouvernement siège au sein des Unions Corporatives Régionales et du Conseil National Corporatif. Il peut déférer au Ministre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture toutes les décisions prises par ces organes et même éventuellement, au cas de carence de ceux-ci, se substituer à eux. Mais le Ministre doit statuer dans le délai d'un mois, faute de quoi les décisions deviennent exécutoires de plein droit. Toutefois, en ce qui concerne les prix et la réglementation des marchés, l'homologation ministérielle est indispensable.

L'affiliation des producteurs à l'organisation corporative n'est pas obligatoire en principe ; mais d'une part, ceux-ci doivent se soumettre aux règles édictées, d'autre part, l'inscription aux caisses de crédit agricole, caisses d'assurances mutuelles, caisses d'assurances sociales et organismes analogues, implique l'obligation de faire partie du syndicat agricole, ce qui restreint, dans une large mesure, la portée du principe.

II. LA PECHE MARITIME :

L'organisation Corporative de la Pêche Maritime est déterminée par la loi du 13 mars 1941 qui, à bien des points de vue, rappelle les dispositions de la loi du 2 décembre 1940 relative à l'agriculture. La Corporation des Pêches Maritimes comporte en effet :

- les Syndicats locaux.
- les Unions Régionales de Syndicats.
- les Comités Interprofessionnels de Pêche.
- le Comité Central Corporatif des Pêches Maritimes.

a) *le Syndicat local* pourra englober un port de pêche ou plusieurs ports et sera constitué pour chacune des catégories suivantes :

- catégorie A : armateurs.
- catégorie B : patrons pêcheurs.
- catégorie C : marins pêcheurs qui se divisent eux-mêmes en : état-majors et équipages.

Dans les ports pratiquant uniquement la pêche artisanale (patrons propriétaires de leur barque de pêche, ayant à leur bord un équipage restreint), il sera constitué un seul syndicat mixte, groupant autant de sections que de catégories professionnelles sus-énumérées. Dans les ports pratiquant, en outre, la pêche sous la forme industrielle (thonniers, terre-neuvas par exemple), il sera constitué, indépendamment du syndicat mixte, un syndicat d'armateurs et un syndicat de marins pêcheurs.

Les bureaux de ces syndicats existant dans un port ou un groupe de ports déterminés, se réunissent pour former la « communauté de pêche » chargée d'établir un lien entre les diverses catégories professionnelles, sous le contrôle de l'administration de l'inscription maritime.

b) *les Unions Régionales de Syndicats* sont constituées par la réunion des représentants des catégories

professionnelles (A. B. C.), lesquels sont désignés par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine sur proposition des bureaux des Syndicats locaux.

Les Unions Régionales de Syndicats ont pouvoir pour :

— édicter des règlements et prendre des décisions de nature à favoriser la formation professionnelle, le recrutement et l'emploi de la main-d'œuvre.

— organiser des œuvres d'assistance, de prévoyance et d'entr'aide sociale.

c) *les Comités Interprofessionnels* sont constitués par genre de pêche. Ils sont composés de représentants des catégories professionnelles de pêche, nommés par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine.

Leur compétence technique s'étend à l'organisation rationnelle de la pêche, la variété et la transformation des produits de la mer, la création d'organismes collectifs destinés à faciliter l'exploitation des navires de pêche, de comptoirs, ateliers et usines, ainsi que l'écoulement de la production. En outre, ils donnent leur avis aux autorités compétentes, au sujet du régime des cartes professionnelles exigées de tous ceux qui exercent une activité dans le domaine de la pêche.

d) *le Comité Central Corporatif des pêcheurs maritimes* est chargé de la direction générale de l'activité corporative au double point de vue social et économique. Il coordonne l'action des Unions Régionales, arrête d'une façon définitive les plans d'organisation de la production élaborés par les Comités interprofessionnels et, d'une façon générale, contrôle l'activité des uns et des autres. Toutefois, ses décisions ne sont exécutoires qu'après approbation ministérielle. Sa composition est la suivante :

— représentants des catégories professionnelles.

— représentants des industriels et commerçants intéressés à la pêche maritime.

— représentants des administrations et collectivités publiques ou privées intéressées. Tous ces membres sont désignés par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine.

Un commissaire du Gouvernement siège au sein du Comité Central Corporatif, ainsi que de l'Union Régionale et des Comités Interprofessionnels.

Les anciens syndicats maritimes, ainsi que certaines entreprises connexes, pourront être intégrés dans la nouvelle organisation. Ainsi, il est aisé de constater que la Corporation des pêches maritimes est calquée, dans ses grandes lignes, sur celle de l'agriculture.

Le Corporatisme français a ceci de commun avec le Corporatisme espagnol : l'étroite dépendance des organes syndicaux vis-à-vis du Gouvernement.

Dépendance directe en France, par le Ministre du Travail et les Commissaires du Gouvernement.

Dépendance indirecte en Espagne, par l'intermédiaire de la Direction Générale du Mouvement phalangiste et l'obligation, pour tous les chefs syndicaux, d'être membres du parti.

Mais la Corporation française forme un corps plus homogène, plus conforme à la conception traditionnelle que la Corporation Espagnole. En effet, c'est au Conseil Supérieur de chaque corporation (Comité Central pour la pêche, Conseil National pour l'agriculture) qu'appartient la direction aussi bien *économique* que *sociale* de l'ensemble. La diversification s'effectue à l'échelon inférieur et au sein de la Corporation, par les Unions régionales, les comités interprofessionnels de la pêche et les groupes spécialisés de l'agriculture, ces deux derniers organismes, étant plus spécialement chargés de la direction technique de la production.

En Espagne, au contraire, entre chaque Syndicat National, de caractère économique, et les Centrales Nationales Syndicalistes instituées dans chaque département, il n'y a aucun autre lien que la Délégation

Nationale des Syndicats de la Phalange, organe inter-corporatif et dont l'équivalent n'existe pas en France, pour l'instant du moins. De sorte que les questions sociales ne sont pas traitées à l'intérieur de *chaque Corporation* comme en France, mais par un ensemble d'institutions interprofessionnelles : les Centrales Nationales Syndicalistes.

Inversement, la classification par diversité de produits est effectuée en France au sein de la corporation (comités interprofessionnels et groupes spécialisés). En Espagne, cette classification est effectuée par la corporation elle-même, puisque chaque syndicat national correspond à un cycle productif déterminé.

A cet égard, la conception espagnole est peut être plus technique que la conception française, mais elle se présente sous un jour moins réaliste, moins adapté aux nécessités locales. Le système espagnol, semble-t-il, a été conçu comme pour une vaste nation industrielle, mais de ce point de vue, rien encore ne permet de préjuger de ce que sera l'organisation corporative de l'industrie française (1).

(1) La loi du 4 octobre 1941, relative à l'organisation sociale des professions (Charte du Travail), constituera un des éléments fondamentaux de la structure nouvelle de la France.

A. — *Les Syndicats professionnels locaux* sont constitués par catégories distinctes de membres à savoir : Employeurs, Ouvriers, Employés, Agents de maîtrise, Ingénieurs et cadres.

Les Unions régionales et Fédérations nationales :

Sur le plan régional et pour chaque catégorie, l'Union rassemble des représentants des conseils des syndicats professionnels.

Sur le plan national et pour chaque catégorie, la Fédération rassemble les représentants des Unions régionales.

Toutes les personnes, quels que soient leur âge et leur nationalité, exerçant une activité professionnelle, sont inscrites *d'office* au syndicat professionnel de leur catégorie.

Attributions des Syndicats professionnels :

- Représentation et encadrement de leurs ressortissants ;
- Transmission ou exécution des décisions corporatives ;

— Etude des questions professionnelles en vue de la présentation de suggestions corporatives.

B. — *Les Comités sociaux* : Ces organismes réunissent, dans chaque famille professionnelle (corporation), des représentants des diverses catégories de syndiqués.

Premier degré : Dans les établissements dont l'effectif est au moins égal à 100 ouvriers ou employés, les « *Comités sociaux d'établissements* » rassemblent le chef d'entreprise et les représentants de toutes les catégories du personnel. Le Comité Social d'établissement aide la direction à résoudre toutes les questions relatives au travail et à la vie sociale du personnel, avec exclusion de toute immixtion dans la conduite et la gestion de l'entreprise.

2^e degré : Le Comité social local comprend 12 membres au moins et 24 au plus, pris dans les bureaux des Syndicats professionnels. Ces membres sont répartis en trois groupes égaux : employeurs, ouvriers, employés.

3^e degré : Le Comité social régional, dont les membres sont désignés par les Comités sociaux locaux.

4^e degré : Le Comité social national, dont les membres sont désignés par les Comités sociaux régionaux.

Il existe un Comité social (local, régional, national) pour chaque famille professionnelle. La liaison entre les Comités sociaux des différentes familles professionnelles est effectuée par les Comités sociaux interprofessionnels.

Attributions des Comités sociaux :

a) d'ordre professionnel : salaires, conventions collectives, élaboration des règlements relatifs à l'embauchage et au licenciement, questions concernant l'hygiène et la sécurité du travail ;

b) d'ordre social et familial : sécurité de l'emploi, lutte contre le chômage, assistance ;

c) conciliation en matière de conflits individuels du travail (les conflits collectifs sont soumis à l'arbitrage ou portés devant le Tribunal du Travail Régional, avec recours devant le Tribunal du Travail National).

Ainsi dotée de sa charte sociale, la famille professionnelle apparaîtra comme un corps vivant. Elle servira de base à la création des futures corporations françaises.

CONCLUSION

I. LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT CORPORATIF ET LES PRINCIPES EN VIGUEUR DANS LE CODE CIVIL : La mission des principes généraux du Droit, comme règles du droit positif, n'est pas de rectifier, mais de compléter les déterminations des préceptes du droit écrit et coutumier d'où résulte l'ordre juridique. Ces principes généraux ne constituent pas une raison de droit distincte de celle qui a inspiré le législateur et c'est pourquoi, dans tout ensemble juridique bien constitué, une certaine harmonie doit exister entre les principes généraux et les autres règles du droit écrit.

Cette harmonie existe-t-elle dans la législation de l'Espagne moderne ? N'y a-t-il pas un conflit latent entre les principes généraux qui ont inspiré l'œuvre sociale et économique du Mouvement Phalangiste et les principes généraux encore en vigueur dans le Code Civil, lequel demeure individualiste ? Il n'est pas possible, dans le cadre de cette étude, d'examiner dans leurs détails les modalités suivant lesquelles ce conflit peut se présenter dans la pratique. Il suffit d'en souligner la possibilité.

Certains ont nié qu'il puisse exister pareil conflit, prétendant que l'interprète doit extraire les principes directeurs du contenu même de la législation, que, en d'autres termes, il n'est pas possible de sortir du contenu législatif, pour chercher ailleurs les dits principes. Mais c'est ici qu'apparaît l'erreur de cette interprétation : ce ne sont pas, en effet, les principes généraux qu'il faut extraire du contenu législatif du droit positif, mais c'est,

au contraire, le contenu législatif qui s'extrait des principes généraux et qui, en toute hypothèse, doit être conforme aux règles du Droit Naturel.

La possibilité d'un conflit étant ainsi nettement établie, quelle règle de conduite devra alors suivre le juge ? Les nouveaux principes apportés par la Révolution Nationale Espagnole sont reconnus comme évidents, aussi bien par les juristes, que par la jurisprudence du Tribunal Suprême. Jusqu'à quel point le juge peut-il se sentir lié par ces principes ? A cette question, il faut répondre : le juge continuera à appliquer les règles du Code Civil et les coutumes locales dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les nouveaux principes généraux. Mais ce sont ces principes qu'il devra appliquer au premier chef, soit en cas de conflit avec les règles du Code Civil (concernant le droit de propriété notamment), soit dans le cas où ils constituent une innovation eu égard à l'interprétation individualiste traditionnelle.

II. Il reste enfin à résoudre une dernière question : L'ETAT ESPAGNOL EST-IL UN ETAT CORPORATIF ? L'Organisation Espagnole telle qu'elle résulte de cette étude semble être bi-partite :

— d'un côté : l'économique.

— de l'autre : le social.

En dépit de la terminologie employée dans les textes légaux (« syndicat : *corporation* de Droit Public... » « notre tradition *corporative*... »), en dépit des apparences, rencontre-t-on des corps professionnels paritaires, unitaires et dotés d'un rôle à la fois économique et social, qui méritent vraiment le nom de Corporation ? Le Corporatisme, qu'il soit d'Etat ou d'association, présuppose l'existence de pareils corps, ainsi que seul semble l'avoir compris le législateur portugais.

L'économie espagnole, insérée dans un cadre définitif et, semble-t-il, immuable, nous met en présence d'un

corporatisme d'une nature toute spéciale qu'il n'est pas osé de qualifier de « démembré » : en effet, les fonctions sociales de la Corporation sont confiées à certains organismes, tandis que les fonctions économiques le sont à d'autres. Le seul organe de liaison (la Délégation Nationale des Syndicats), se trouve doté de prérogatives telles qu'il ne peut les exercer en dehors de l'Etat, de sorte qu'il devient un organe administratif, un « Conseil Supérieur de l'Economie Espagnole ».

Si l'on ajoute à cela la prépondérance énorme du Parti, qui, à tous les échelons de l'Organisation Syndicale, délègue ses représentants, mettant en lumière le principe constitutionnel de l'identité de l'Etat et du Parti, il est aisé de constater que le système corporatif espagnol, en dépit des termes employés, n'est que le reflet d'une organisation étatique, fortement hiérarchisée qui enserre étroitement l'économie espagnole.

La question de savoir s'il était opportun d'agir de la sorte, au lendemain d'une sanglante guerre civile, n'est pas du domaine de cette étude objective.

Sans doute, le nouveau régime cherche à faire concorder les fins supérieures de l'individu et celles de l'Etat, sans doute les principes de propriété privée et d'initiative individuelle se trouvent confirmés (sous certaines réserves), de même que la primauté du spirituel ; on ne peut cependant décerner aux organisations syndicales espagnoles le nom de « corporation » ; l'Etat Espagnol n'est pas vraiment un Etat Corporatif : il n'en reste pas moins que la direction générale du mouvement de la Phalange Espagnole contrôle tous les organismes créés et que, par suite, il lui sera loisible d'insuffler un certain « esprit corporatif » à l'ensemble du Système : esprit de collaboration et d'union entre producteurs, à quelque catégorie sociale qu'ils appartiennent.

C'est dans ce sens, semble-t-il, que l'Economie Espagnole est appelée à s'orienter dans l'avenir.

APPENDICE

RECUEIL DES TEXTES OFFICIELS

LA CHARTE DU TRAVAIL

I

1. Le travail est la participation de l'homme à la production, au moyen de l'exercice, volontairement apporté, de ses facultés intellectuelles et manuelles, suivant la vocation personnelle, pour l'honneur et la réjouissance de sa vie et le meilleur développement de l'économie nationale.

2. Le travail étant essentiellement personnel et humain, il ne peut être réduit à une conception matérielle de marchandise, ni faire l'objet de transactions incompatibles avec la dignité de celui qui l'effectue.

3. Le droit de travailler est la conséquence du devoir imposé à l'homme par Dieu, pour atteindre ses fins individuelles, ainsi que la prospérité et la grandeur de la Patrie.

4. L'Etat estime et loue le travail, qui est la féconde expression de l'esprit créateur de l'homme, et dans ce sens, il le protégera avec l'aide de la Loi, il lui accordera les plus grandes considérations et le rendra compatible avec l'accomplissement des autres devoirs individuels, familiaux et sociaux.

5. En tant que devoir social, le travail sera formellement exigé, sous une quelconque de ses formes, de tous les Espagnols valides et il sera considéré comme contribution obligatoire au Patrimoine national.

6. Le travail constitue un des plus nobles attributs de hiérarchie et d'honneur, et il représente un titre suffisant pour réclamer l'assistance et la tutelle de l'Etat.

7. Le travail est un service qui doit se rendre avec héroïsme, désintéressement ou abnégation, avec le désir de contribuer au bien supérieur que représente l'Espagne.

8. Tous les Espagnols ont droit au travail. Satisfaire ce droit constitue la mission primordiale de l'Etat.

II

1 L'Etat s'engage à exercer une action constante et efficace pour défendre le travailleur, sa vie et son travail. Il limitera, comme il conviendra, la durée de la journée de travail, de telle sorte qu'elle ne soit pas excessive et il accordera au travail toutes les garanties humanitaires et de protection. En particulier, il interdira le travail nocturne des femmes et des enfants, il réglementera le travail à domicile et il exemptera de l'atelier et de l'usine la femme mariée.

2. L'Etat maintiendra le repos dominical comme condition sacrée du travail.

3 Sans qu'il y ait perte de la rétribution, et en tenant compte des besoins techniques des entreprises, les lois astreindront au respect des fêtes religieuses imposées par les traditions et des fêtes civiles qui auront été déclarées, ainsi qu'à l'assistance aux cérémonies ordonnées par les Autorités du « Mouvement ».

4. Le 18 juillet, anniversaire du début du Glorieux Soulèvement, déjà déclaré fête nationale, sera en outre considéré comme « Fête de l'Exaltation du Travail ».

5. Tout travailleur aura droit à des vacances annuelles rétribuées, qui lui fourniront un repos mérité. A cet effet, les institutions assurant une bonne application de cette disposition, seront organisées.

6. On créera les institutions nécessaires pour qu'en dehors du travail, les travailleurs puissent profiter de tous les avantages de la culture, de la joie, de la Milice, de la santé et du sport.

III

1. La rétribution du travail sera au moins suffisante pour assurer au travailleur une vie morale et digne.

2 Le secours familial sera établi, au moyen d'organismes appropriés.

3. Le niveau de vie des travailleurs sera élevé progressivement et d'une manière constante, dans la mesure où le permettra l'intérêt supérieur de la Nation.

4. L'Etat fixera, pour la réglementation du travail, des bases d'après lesquelles seront établis les rapports entre les travailleurs et les entreprises. Le principe primordial de ces

rapports, aussi bien pour le travail effectué et pour sa rémunération, que pour le devoir réciproque de loyauté, sera constitué par l'assistance et la protection des entreprises, et par la fidélité et la subordination du personnel.

5. *Par l'entremise des Syndicats*, l'Etat s'informerá sur le point de savoir si les conditions économiques et de tous ordres dans lesquelles s'effectue le travail, sont bien celles auxquelles a droit le travailleur.

6. L'Etat veillera à la sécurité et à la continuité du travail.

7. Suivant les conditions qui seront établies par les lois, l'entreprise devra informer son personnel de la marche de la production, dans la mesure nécessaire pour renforcer son sentiment de responsabilité dans cette production.

IV

1. L'artisanat — héritage vivant d'un glorieux passé professionnel — sera encouragé et efficacement protégé, du fait qu'il représente une forme de la production, aussi bien éloignée de la concentration capitaliste que du gréganisme marxiste.

V

1. Les régies du travail dans les entreprises agricoles répondront aux caractéristiques spéciales à ce travail et aux variations saisonnières imposées par la Nature.

2. L'Etat veillera tout particulièrement à l'éducation technique du producteur agricole, de façon à ce qu'il puisse effectuer tous les travaux exigés par chaque unité d'exploitation.

3. Les prix des principaux produits seront revalorisés et taxés, afin d'assurer un bénéfice minimum, dans des conditions normales, au chef de l'entreprise agricole et, en conséquence, exiger de lui, pour les travailleurs, des salaires qui permettent à ces derniers d'améliorer leurs conditions de vie.

4. On tendra à doter chaque famille paysanne d'une petite parcelle de terrain — le jardin familial — qui lui permette de faire face à ses besoins élémentaires et d'occuper son activité les jours de chômage.

5. On obtiendra l'embellissement de la vie rurale, en perfectionnant la demeure paysanne et en améliorant les conditions hygiéniques des villages et des hameaux d'Espagne.

6. L'Etat assurera aux locataires la stabilité dans la culture de la terre, au moyen de contrats à long terme qui les garantiront contre l'expulsion injustifiée et leur assureront l'amortissement des améliorations qu'ils auront apportées aux domaines. L'Etat a le désir de rechercher les moyens nécessaires pour que la terre, dans des conditions justes, finisse par appartenir à ceux qui l'exploitent directement.

VI

1. L'Etat s'occupera, avec la plus grande bienveillance, des travailleurs de la mer. Il leur fournira les institutions appropriées pour empêcher la dépréciation de la marchandise et pour leur faciliter l'accès à la propriété des éléments nécessaires pour l'accomplissement de leur profession.

VII

1. Une nouvelle Magistrature du Travail sera créée suivant le principe d'après lequel cette mission de justice est de la compétence de l'Etat.

VIII

1. Le Capital est un instrument de la production.

2. L'Entreprise, en tant qu'unité productrice, classera les éléments qui la constituent, de telle sorte que les éléments d'ordre instrumental seront subordonnés aux éléments humains, et que l'ensemble de ces éléments soit subordonné au bien commun.

3. Le Chef de l'Entreprise en assurera lui-même la direction et il en sera responsable devant l'Etat.

4. Après avoir réservé un intérêt légitime au Capital, les bénéfices de l'Entreprise seront employés, de préférence, à la constitution des réserves nécessaires pour sa stabilité, pour le perfectionnement de la production et pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs.

IX

1. Le crédit sera réglementé de telle sorte qu'en plus de son but de développer la richesse nationale, il contribue à créer et à soutenir le petit patrimoine agricole, industriel et commercial.

2. L'honorabilité et la confiance basées sur la compétence et le travail, constitueront des garanties suffisantes pour la concession des crédits.

L'Etat poursuivra sans pitié l'usure, sous toutes ses formes.

X

1. La prévoyance donnera au travailleur l'assurance de sa protection dans le malheur.

2. On développera les assurances sociales contre la vieillesse, l'invalidité, la maternité, les accidents du travail, les maladies professionnelles, la tuberculose et le chômage. On ira vers l'établissement d'une assurance totale. D'une manière primordiale, on aura soin de donner aux vieux travailleurs une retraite suffisante.

XI

1. La production nationale constitue une unité économique au service de la Patrie. Tout Espagnol a le devoir de la défendre, de l'améliorer et de l'augmenter. Tous les facteurs intervenant dans la production sont subordonnés à l'intérêt suprême de la Nation.

2. Les actes individuels ou collectifs qui troubleront, d'une manière quelconque, les conditions normales de la production, ou qui iront à son encontre, seront considérés comme délits de lèse-patrie.

3. La diminution frauduleuse du rendement dans le travail devra faire l'objet d'une sanction appropriée.

4. En règle générale, l'Etat ne sera entrepreneur que lorsque l'initiative privée fera défaut ou lorsque les intérêts supérieurs de la Nation l'exigeront.

5. L'Etat empêchera, directement ou par l'entremise de ses syndicats, toute concurrence déloyale sur le terrain de la production, ainsi que les activités qui entravent l'établissement normal ou le développement de l'économie nationale ; par contre, il encouragera les initiatives tendant au perfectionnement de ladite économie.

6. L'Etat reconnaît l'initiative privée comme source féconde de la vie économique de la Nation.

XII

1. L'Etat reconnaît et protège la propriété privée comme moyen naturel pour l'accomplissement des devoirs individuels, familiaux et sociaux. Toutes les formes de propriété sont

subordonnées à l'intérêt suprême de la Nation, dont l'Etat est l'interprète.

2. L'Etat assume le devoir de multiplier et de rendre accessibles à tous les Espagnols, les formes de propriété liés de façon vitale à la personne humaine : le foyer familial, l'héritage de la terre et les instruments et les valeurs de travail à usage quotidien.

3. Il reconnaît la famille comme cellule naturelle primaire et comme fondement de la Société. Il la reconnaît en même temps comme institution morale dotée d'un droit inaliénable et supérieur à toute loi positive. En vue d'une plus forte garantie de sa conservation et de sa continuité, le patrimoine familial sera considéré insaisissable.

XIII

1. L'Organisation nationale-syndicaliste de l'Etat s'inspirera des principes d'Unité, de Totalité et de Hiérarchie.

2. Tous les facteurs de l'économie seront encadrés en syndicats verticaux, par branches de la production ou par services. Les professions libérales ou techniques seront organisées d'une manière similaire, dans les conditions qui seront déterminées par les lois.

3. Le Syndicat vertical est une Corporation de droit public, constituée par l'intégration, dans un organisme unitaire, de tous les éléments qui consacrent leur activité à l'accomplissement d'un procès économique, dans un même service ou dans une même branche de la production, sous la direction de l'Etat.

4. Les hiérarchies du Syndicat seront obligatoirement confiées à des militants de la « Phalange Espagnole ».

5. Le Syndicat vertical est un instrument au service de l'Etat qui appliquera sa politique économique par son intermédiaire. Le Syndicat est compétent pour connaître des problèmes de la production et pour en proposer les solutions qui devront être subordonnées à l'intérêt national. Le Syndicat vertical pourra intervenir, par l'entremise d'organismes spécialisés, dans la réglementation, la surveillance et l'application des conditions du travail.

6. Le Syndicat vertical pourra constituer, maintenir ou contrôler des organismes d'information, d'éducation morale, physique et professionnelle, de prévoyance, de secours et

tous autres d'ordre social intéressant les éléments de la production.

7. Il établira des bureaux de placement afin de fournir un emploi aux travailleurs, d'après leurs aptitudes et leur mérite.

8. C'est aux syndicats que revient le soin de fournir à l'Etat les renseignements nécessaires pour l'établissement des statistiques de production.

9. La loi sur la syndicalisation déterminera les conditions dans lesquelles les groupements économiques et professionnels actuels pourront être incorporés à la nouvelle organisation.

XIV

1. L'Etat prendra les mesures nécessaires pour la protection du travail sur son territoire et il veillera, au moyen de Traités de travail avec d'autres Puissances, à la sauvegarde de la situation professionnelle des travailleurs espagnols résidant à l'étranger.

XV

1. Au moment où la présente Charte est promulguée, l'Espagne est engagée dans une héroïque mission militaire au cours de laquelle elle sauve les valeurs de l'esprit et la culture du monde, au prix d'une bonne partie de ses richesses matérielles.

La production nationale doit répondre avec abnégation à la générosité de la jeunesse qui combat et à celle de l'Espagne même.

C'est pourquoi nous avons énoncé, dans la présente Charte, des droits et des devoirs, comme étant les plus urgents et les plus indispensables, ceux d'après lesquels les éléments de la production doivent contribuer, équitablement et résolument, à la reconstruction du sol espagnol et des bases de sa puissance.

XVI

1. L'Etat s'engage à incorporer la jeunesse combattante aux postes de travail, d'honneur et de commandement auxquels elle a droit de par sa nationalité et qu'elle a conquis en héros.

(*Boletín Oficial del Estado*, 10 mars 1938).

LOI SUR LES BASES DE L'ORGANISATION SYNDICALE DU 6 DÉCEMBRE 1940

PREAMBULE

Le nombre sans cesse croissant des œuvres Syndicales du Mouvement qui englobe déjà la majeure partie des facteurs de l'économie espagnole, conduit à établir une loi sur les bases de l'organisation syndicale du régime.

Sans vouloir s'attarder sur les détails qui entraveront l'action du commandement, lequel a besoin, dans ce domaine beaucoup plus que dans tout autre, de la liberté suffisante pour pouvoir adapter à la pratique, des données théoriques, la loi pose simplement les bases de l'ordre syndical, établit la hiérarchie de ses organismes, indique ses fonctions et son intégration dans l'Etat et le Mouvement.

Les bases politiques du système syndical, exposées dans les « 26 points » de la Phalange Espagnole Traditionaliste des J. O. N. S. et dans la Charte du Travail, suivant notre tradition corporative, bases concrétisées plus tard par la loi d'Union Syndicale ainsi que par celle qui établissait le rapport entre les Syndicats et les Commissions régulatrices (toutes mesures prises par l'Etat au moment opportun, pour permettre aux autorités dirigeantes du parti et au Syndicat, d'être à même de discipliner nos forces productrices) prennent ainsi une nouvelle forme d'orientation plus concrète.

La loi part du principe que tous les producteurs espagnols appartiennent à la grande communauté Nationale Syndicaliste.

Le système de Syndicats du régime n'est donc pas à considérer comme un ensemble de groupements privés, auxquels l'Etat attribue des rôles plus ou moins importants. En accord avec les principes des « 26 points » qui, en matière économique, assimilent l'Espagne à un immense syndicat de producteurs, le syndicalisme devient une des formes politiques de toute l'Economie Espagnole.

Tous ceux qui contribuent sous forme productive, à la puissance de la Patrie, sont donc assimilés de cette manière, à une « milice », suivant la consigne de notre Mouvement.

Cette grande Communauté, placée sous les ordres de la Phalange Espagnole Traditionaliste des J. O. N. S., comporte deux sortes d'organismes fondamentaux : les Centrales Nationales Syndicalistes et les Syndicats Nationaux.

Les Centrales Nationales Syndicalistes groupent les producteurs là où leur activité normale se déploie. Elles se divisent en organismes locaux divers, adaptés aux différents aspects de notre géographie économique.

Les Syndicats Nationaux ont un caractère essentiellement économique. Ils font part au Gouvernement des tendances et besoins propres de chacune des branches de la production. Ils sont responsables de la bonne exécution des règles et directives relevant de leurs activités, que l'Etat, comme maître suprême de l'Economie, dictera.

Les Centrales, où se réunissent en fraternités chrétiennes et phalangistes, toutes les catégories sociales du travail, veilleront à l'intervention personnelle de chaque producteur, entrepreneur, technicien ou ouvrier, dans la discipline syndicale, afin que tous les rapports dans le travail se développent selon l'esprit de justice que lui assigne son statut.

Elles veilleront aussi, au moyen d'œuvres puissantes d'éducation, d'aide sociale et de prévoyance, à obtenir le standard de vie que l'Espagne exige pour ses travailleurs.

Les Centrales constituent des fonds d'encadrement et de discipline, où s'articuleront les intérêts économiques représentés par les Syndicats Nationaux.

La coordination de ces efforts parallèles correspond à la Délégation Nationale et aux Délégations Départementales des Syndicats de la Phalange.

La représentation et la discipline de tous les producteurs est à la charge des organisations syndicales, avec exclusion de toute syndicalisation bureaucratique et officiellement obligatoire.

L'illusion démocratique vaincue, les organisations syndicales sont constituées par ceux, qui, volontairement, se prêtent à leur fondation et commandement. Donc, à part son pouvoir disciplinaire et tributaire sur toute la branche correspondante, le syndicat garde son caractère d'instrument souple et choisi.

La loi assure la subordination de l'Organisation Syndicale

au Parti, qui, seul, peut communiquer la discipline, l'union et l'esprit nécessaires, afin que l'Economie Nationale soit au service de la Politique Nationale.

La subordination et la discipline de ces organismes se trouve pleinement assurées, car, seulement par décret approuvé en Conseil des Ministres, se trouve reconnue officiellement la personnalité de chaque syndicat.

En dernier lieu, les dispositions transitoires déterminent le moment de la réalisation effective des normes d'unité syndicale et de celles reliant les Syndicats aux Commissions Régulatrices de la Production, comme conséquence obligatoire et significative de cette loi.

En vertu de laquelle, je dispose :

LOI DE CONSTITUTION DES SYNDICATS

ARTICLE PREMIER. — Les Espagnols qui contribuent à la production forment une communauté Nationale Syndicaliste comme unité militante dans la discipline du Mouvement.

ARTICLE 2. — *A la délégation Nationale des Syndicats de la Phalange Espagnole* appartient la direction de cette Communauté en exerçant des *fonctions ordonnatrices* à travers les *Syndicats Nationaux* et les *Centrales Nationales Syndicalistes* dans les différents secteurs territoriaux.

ARTICLE 3. — Les Organisations Syndicales ont la représentation et commandent la discipline de tous les producteurs dans la branche de leur compétence territoriale et économique.

ARTICLE 4. — Aussitôt que la réalité économique le permettra et pour l'exécution, dans leur rayon professionnel, des tâches ordonnées par les Centrales Nationales Syndicalistes, on formera des *Syndicats* et des *Communautés Syndicales locales* dans le sein desdites Centrales.

Ces Syndicats et Communautés, et, par elles, les Centrales Nationales Syndicalistes, *encadreront personnellement les producteurs* dans les sections respectives aux différentes catégories sociales de la production.

Une commission d'études, au service des chefs de chaque groupe, prend le nom de Junte Syndicale, composée des représentants de toutes les sections.

ARTICLE 5. — Les Syndicats et Communautés Syndicales locales jouiront de la personnalité juridique, comme corpo-

rations de droit public, aussitôt que les statuts seront approuvés par la Délégation Nationale des Syndicats et s'inscriront sur le registre établi.

Les délégations départementales du Syndicat rendront compte de la constitution de ces groupements au profit du département.

ARTICLE 6. — Le Délégué National des Syndicats, au moyen de l'Organisation Centrale, prend le commandement de tous les services politiques, économiques et sociaux de la Communauté Nationale Syndicaliste.

La Centrale Nationale Syndicaliste d'un département, sera sous les ordres du délégué provincial des Syndicats de la Phalange.

ARTICLE 7. — Toutes les catégories sociales de la production qui participent à une entreprise, iront s'intégrer dans une communauté de buts et de solidarité d'intérêts, établie sur la base des principes de loyauté et d'aide mutuelle au service de la Patrie.

La direction de l'entreprise appartient à son chef, responsable de l'exécution des normes syndicales, en plus de sa responsabilité supérieure devant l'Etat.

Le chef d'entreprise sera assisté des éléments de son personnel, désignés d'accord avec les règlements.

ARTICLE 8. — L'ordre économique et social de la production s'exercera à travers les Syndicats Nationaux.

ARTICLE 9. — D'accord avec la Charte du Travail, le Syndicat National est une corporation de droit public formée par l'intégration, dans un organisme unitaire, de tous les éléments dont les activités sont consacrées au processus économique dans un service ou branche de production, sous la hiérarchie suprême de l'Etat.

Aux effets de la loi, chaque Syndicat National embrassera le développement économique d'un ou plusieurs produits analogues et des dérivés, depuis la phase productive, jusqu'au moment où ils sont livrés à la consommation.

Le classement des Syndicats Nationaux sera établi par décret sur rapport de la Délégation Nationale des Syndicats.

ARTICLE 10. — On tiendra compte, pour les Syndicats Nationaux, des conditions suivantes :

a) la variété des produits, objet des activités économiques.

b) la diversité et l'individualité des zones géographiques.

c) les différentes phases du processus économique : production, transformation ou période industrielle, et la distribution dans son aspect commercial.

Les statuts de chaque Syndicat fixeront son organisation intérieure en tenant compte des principes énoncés dans cet article.

ARTICLE 11. — Le statut de chaque Syndicat National sera approuvé par la direction générale du Mouvement, sur rapport de la Délégation Nationale des Syndicats.

ARTICLE 12. — Le chef de chaque Syndicat National sera nommé par la direction nationale du Mouvement, suivant l'avis de la Délégation Nationale des Syndicats.

ARTICLE 13. — Le chef, qui jouit de toute l'autorité et responsabilité dans la direction du Syndicat, sera assisté par les autorités de la Phalange, selon le règlement du Syndicat respectif. Les membres seront désignés par le Secrétariat Général du Mouvement sur rapport de la Délégation Nationale des Syndicats de la Phalange.

Avec ces autorités sera formée la *Junte Centrale Syndicale* représentant les branches diverses. Les sections et les groupes économiques de la branche organisée syndicalement, le seront dans le nombre et la forme déterminés par les règlements respectifs. Ils seront nommés et révoqués par le Délégué National des Syndicats, sur la demande du Chef du Syndicat National.

Feront aussi partie de la Junte Centrale Syndicale comme éléments de liaison avec les ministères, un représentant de ceux de l'agriculture, industrie, commerce, travail, et tout autre département ministériel, en rapport avec le caractère du Syndicat, selon le statut de chacun d'eux.

ARTICLE 14. — Il y aura des *Délégations Syndicales de zone économique* sous la dépendance de la Délégation Départementale des Syndicats, et dans leur constitution on suivra celle du Syndicat National respectif.

ARTICLE 15. — Les directions de ces délégations, présidées par le délégué départemental des Syndicats de la Phalange formeront le Conseil Syndical de la Province. Ce Conseil pourra être présidé par le Chef Départemental du Mouvement et aussi par le Préfet du département.

ARTICLE 16. — Correspondent aux Centrales Nationales Syndicalistes, par elles-mêmes, à travers les Syndicats et Communautés Syndicales locales, les fonctions suivantes :

1°) établir la discipline sociale des producteurs sur les principes d'unité et de coopération, en édictant dans ce but, des règles précises.

2°) représenter légalement les adhérents.

3°) permettre la conciliation dans les conflits individuels du travail, en recours préalable et obligatoire, avant l'intervention de la Magistrature du travail.

4°) permettre un perfectionnement professionnel et une répartition judicieuse de la main-d'œuvre.

5°) contribuer, dans leur domaine, au fonctionnement des institutions établies en matière de placement, coopération, prévision, crédit, etc., et, le cas échéant, les créer, en se conformant aux règles fixées par la Délégation Nationale des Syndicats.

6°) coopérer à l'établissement des statistiques sur les conditions du travail et de la production, situation du marché et de tout autre mode d'éclairer les décisions de l'Organisation Syndicale et du Gouvernement, de caractère économico-social.

7°) remplir, dans ce domaine, toutes les autres fonctions définies par le Commandement National.

8°) orienter et surveiller le fonctionnement des Syndicats locaux, qui secondent, dans leur domaine, les fonctions des Syndicats Nationaux correspondants et, éventuellement, assumer ces fonctions, chaque fois qu'il n'existe pas de différenciation syndicale.

ARTICLE 17. — Pour l'accomplissement de leurs fonctions, les Centrales Nationales Syndicalistes pourront éventuellement, par l'intermédiaire des Syndicats et Communautés Syndicales locales, imposer des cotisations à tous les producteurs de leur juridiction, considérés individuellement, qu'ils soient, ou non, inscrits dans lesdits Syndicats ou Communautés, conformément aux règles établies par la Délégation Nationale des Syndicats.

ARTICLE 18. — Il incombe aux Syndicats Nationaux de :

1°) *proposer* au Gouvernement les lois nécessaires à la discipline et à la protection de la production, la conservation

et la répartition des produits, ainsi que le contrôle des prix dans les différentes phases du processus productif.

Etablir les règlements et prendre les mesures nécessaires dans ce but.

2°) *aider* la Délégation Nationale des Syndicats dans l'élaboration des projets et rapports, pour la réglementation du travail.

3°) *exercer* des pouvoirs disciplinaires sur les Syndicats subordonnés, dans la forme établie par le statut syndical.

4°) *provoquer* et favoriser toute initiative, ayant pour objet une meilleure organisation de la production et surtout des travaux de recherches scientifiques, dans le cadre de leur activité économique.

5°) *provoquer*, diriger *et au besoin remplir* les fonctions coopératives de production et de répartition, en rapport avec la branche correspondante.

6°) *organiser* l'apport économique des entreprises de la branche correspondante, au patrimoine et aux œuvres de la Communauté Nationale Syndicaliste.

ARTICLE 19. — Toutes les directions du Syndicat seront obligatoirement confiées à des militants de la Phalange Espagnole Traditionaliste et des J. O. N. S.

ARTICLE 20. — L'action syndicale se manifeste aux différents échelons, national, provincial et local, en observant la discipline du mouvement et ceci, dans l'ordre hiérarchique des commandements syndicaux correspondants, constitués par la Phalange Espagnole Traditionaliste des J. O. N. S. lesquels fonctionnent en matière politique conformément aux statuts du parti.

ARTICLE 21. — Sont exonérés des impôts du timbre et Droits Royaux, les actes et contrats, dans lesquels figure en tant que personne assujettie au paiement obligatoire de ces impôts, la Délégation Nationale des Syndicats, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses organismes délégués dans le réseau National Syndical et à condition qu'ils aient pour objet l'accomplissement ou la réalisation des buts attribués par la présente loi à l'organisation syndicale.

Seront exonérés de l'impôt sur les biens et personnes juridiques sans qu'il soit nécessaire d'obtenir à cet effet, une déclaration spéciale, les biens immobiliers appartenant à la

dite délégation ou organismes, lorsqu'ils sont destinés à atteindre les buts mentionnés dans le paragraphe précédent.

Dispositions transitoires. — La Constitution officielle de chaque Syndicat National aura pour effet :

1°) la suppression de la Commission Régulatrice, branche ou comité syndical correspondant, conformément à la loi du 3 mai 1940.

2°) l'intégration définitive, dans le Syndicat, des organisations visées dans le paragraphe 2 de l'article premier de la loi d'Unité Syndicale du 26 janvier 1940.

J'en décide ainsi par la présente loi faite à Madrid le 6 décembre 1940.

FRANCISCO FRANCO.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Ouvrages généraux*

- BAUDIN (Louis) — *Le Corporatisme*. Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1941. (Collection d'Etudes Economiques dirigée par Louis Baudin, N° X).
- PIROU (Gaëtan). — *Le Corporatisme*. Sirey, 1935.
- SAINT-GERMÈS. — *Essai sur l'évolution du Capitalisme au XIX^e et au début du XX^e siècle*. Sirey, 1935.
- *Les ententes et la concentration de la production industrielle et agricole*. (Trusts, Konzerns, Cartels, Corporations, Planification). Sirey, 1941.
- MANOILESCO (Michaël). — *Le Siècle du Corporatisme*. Alcan, 1934.
- PERROUX. — *Capitalisme et Communauté du Travail*. Sirey.
- MARTIN-SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations de Métiers*. Alcan, 1922.
- OLIVIER-MARTIN (Fr.). — *L'Organisation Corporative de la France d'Ancien Régime*. Sirey, 1938.
- BOUVIER-AJAM (Maurice). — *La Doctrine Corporative*. Sirey, 3^e édition, 1941.
- COORNAERT (Emile). — *Les Corporations en France avant 1789*. Gallimard, 1941.

SCHUELLER (E.). — *La Révolution de l'Economie*. Denoël, 1941.

MATHON (E.). — *La Corporation, base de l'organisation économique*. Berger-Levrault, 1934.

BRETHER DE LA GRESSAYE. — *Le Syndicalisme, l'Organisation Professionnelle et l'Etat*. Sirey, 1931.

HOBSON. — *Work and Wealth*. New-York, Macmillan, 1922.

II. — *Ouvrages et Documents sur l'Espagne*

IZQUIERDO (Sancho). — *Corpòrativismo*. Zaragora. Editorial Imperio, 1937.

BIAGI. — *Desarrollos actuales y futuros del Corporativismo*. Cadiz. Céron, 1938.

GOMEZ (Aragón). — *Sintesis de Economia Corporativa*. Salamanca. Libreria « La Facultad ».

AZPIAZU. — *Corporativismo y Nacionalsindicalismo*. Pamplona, 1938.

ALVAREZ DE PERAN. — *El Nuevo Estado*. Gijón. La Industria, 1938.

JEFATURA NACIONAL DE PRENSA Y PROPAGANDA. — *Nacionalsindicalismo*. Zaragoza, Uriarte.

J. V. C. — *Corporativismo Gremial*. Burgos, Edit. Requete, 1937.

III. — *Ouvrages sur l'Italie*

LESCURE (Jean). — *Le Nouveau Régime Corporatif Italien*. Domat-Montchrétien, 1934.

BOTTAI (Giuseppe). — *L'Expérience Corporative*. Nouvelles Editions Latines, 1932.

ROSENSTOCK-FRANCK. — *Le Corporatisme Italien*. Thèse, Lille, 1934.

SACERDOTI. — *Le Corporatisme et le Régime de la Production et du Travail en Italie*. Sirey, 1938.

IV. — *Revue*s

Revue d'Economie Politique.

Revue Politique et Parlementaire.

Revue Internationale du Travail.

Annuaire de l'Institut International de Droit Public.

Le Corporatisme : Revue mensuelle publiée par l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales.

Mundo. Revista semanal de Política exterior y economica.
Calle de Ayala. Madrid.

Economia Mundial. Madrid

Nueva Economía Nacional. Madrid.

Vu le Doyen de la Faculté,
H. NEZARD.

Le Professeur, Président de Thèse,
SAINT-GERMES.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur d'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
P. DAURE.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
Chapitre I. — BASES DE L'ÉTAT ESPAGNOL ..	11
Chapitre II. — LE CORPORATISME ESPAGNOL A TRAVERS LES AGES	17
Chapitre III. — LA RECONSTRUCTION DE L'ESPA- GNE SUR LA BASE CORPORATIVE.	29
Chapitre IV. — LOI D'ORGANISATION SYNDICALE DU 6 DÉCEMBRE 1940	47
Chapitre V. — L'ENTREPRISE DANS LE CORPO- RATISME ESPAGNOL	75
Chapitre VI. — LA LÉGISLATION SOCIALE ET LES RÈGLEMENTS DU TRAVAIL ..	81
Chapitre VII. — LE CORPORATISME EN FRANCE ET EN ESPAGNE	91
CONCLUSION	101
APPENDICE	105
BIBLIOGRAPHIE	123
